

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2422

10 novembre 2010

SOMMAIRE

AMCI Worldwide Holdings S.à r.l.	116229	Klepper Distribution Electro-Ménagers SA	116233
BBA Aviation Luxembourg Financial Services S.à r.l.	116245	Korea Confectionery (Luxembourg) Sàrl	116241
BF Group S.A.	116214	Korea Confectionery (Luxembourg) Sàrl	116228
Build Finance S.à r.l.	116234	Korea Confectionery (Luxembourg) Sàrl	116228
Build Management 2 S.A.	116238	Korea Confectionery (Luxembourg) Sàrl	116228
Build Management S.A.	116241	Korea Confectionery (Luxembourg) Sàrl	116227
Delta Investment AG	116255	Kreos S.A.	116232
Egham Holding S.A.	116256	Kronospan Luxembourg Holdings S.à r.l.	116228
Enesco S.à r.l.	116251	Lago Invest S.A.	116234
ESO Tempo S.à r.l.	116251	Leponte S.A.	116232
EuroYield Holding I S.à r.l.	116254	L.F.L. Investment S.A.	116232
EuroYield Holding I S.à r.l.	116251	Liberty Modul Invest S.A.	116237
Gagfah S.A.	116255	LimeStone Opportunities Fund Management S.A.	116233
Goliath Associated S.A.	116210	LimeStone Opportunities Fund Management S.A.	116233
H.P.T. Holding de Participations Touristiques S.A.	116210	L'Inouï S.à r.l.	116232
ICBS S.A.	116226	LPM S.A.	116238
IFC Lux Cars SA	116210	Luxholdco GP S.à r.l.	116233
IKADO AG, société de gestion de patrimoine familial	116226	Luxmarine S.A.	116212
Immobilière Building BE S.A.	116211	Matterhorn Properties S.à r.l.	116249
Information Networks Consulting	116211	Matterhorn Vich S.à r.l.	116250
Intal International S.A.	116214	MDCP VI Barometer II S.à r.l.	116250
Inter Ikea Holding S.A.	116214	MDCP VI Barometer S.à r.l.	116250
Inter Ikea Holding S.A.	116214	Medias Invest Luxembourg S.A.	116250
International Holdings and Investments S.A., société de gestion de patrimoine familial	116227	Merlin Entertainments Group Luxembourg 3 S.à r.l.	116244
International Nutrition Research Company S.à r.l.	116210	Muse Holdings S.à r.l.	116245
Jacksberry S.A.	116227	Nycomed S.C.A., SICAR	116255
JP/LX BC Stereo IV S.à r.l.	116241	Oramak S.à r.l.	116256
JP/LX BC Stereo V S.à r.l.	116241	Silver Sea Holdings S.A.	116255
J.T. Baker Holdings, S.A.	116227	Westvillage S.A.	116256
Kano S.A.	116228		
Kidder Investments S.A.	116228		
Kidder Investments S.A.	116241		

H.P.T. Holding de Participations Touristiques S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 29.156.

Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour H.P.T. Holding de Participations Touristiques S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010132628/11.

(100151248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

International Nutrition Research Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 154.652.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 59843 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010132643/10.

(100151660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Goliath Associated S.A., Société Anonyme,

(anc. IFC Lux Cars SA).

Siège social: L-1540 Luxembourg, 36, rue Benjamin Franklin.

R.C.S. Luxembourg B 103.467.

L'an deux mil dix, le six septembre.

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de "IFC Lux Cars S.A., avec siège social à L-1540 Luxembourg, 36, rue Benjamin Franklin, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 103467, constituée suivant acte du notaire Alphonse Lentz en date du 24 septembre 2004, publié au Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1267, page 60801 du 10 décembre 2004, modifié par acte du notaire Roger Arrensdorf en date du 13 février 2009, publié au Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 779, page 37388 du 10 avril 2009.

A comparu

Monsieur Nacer ROUGUY, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, né à Casablanca, le 8 novembre 1970, no 1970 1108 217.

I.- La présente Assemblée générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour

- Modification de la dénomination de la société et modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts.
- Modification de l'objet social et modification subséquente de l'article 2 des statuts
- Révocation de l'administrateur unique.
- Nomination d'un nouvel administrateur unique.
- Fixation de la durée des mandats.

II.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- L'Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut partant délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Puis, l'Assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix et par votes séparés, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 1^{er} des statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}** . Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "GOLIATH ASSOCIATED S.A."

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social et par conséquent l'article 2 des statuts, aura la teneur suivante:

" **Art. 4.** La société a pour objet, le négoce de papier et de fourniture d'imprimerie, l'import et l'export, le négoce d'articles de bureau, la vente à distance sous toutes ses formes des produits de la branche."

Troisième résolution

L'assemblée décide de révoquer l'administrateur unique, à savoir Monsieur Nouri ALLAILI, administrateur, demeurant à L-2551 Luxembourg, 10 rue du X Septembre, et lui donne décharge de son mandat.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur unique Monsieur Nacer ROUGUY, employé privé, demeurant à L-5532 Remich, 10, rue Enz.

Cinquième résolution

Le mandat de l'administrateur et du commissaire aux comptes prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2014.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Capellen, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: N. Rouguy, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 7 septembre 2010. Relation: CAP/2010/3102. Reçu soixante-quinze euros 75,-€

Le Receveur (signé): I. Neu.

POUR COPIE CONFORME.

Capellen, le 17 septembre 2010.

Référence de publication: 2010132061/58.

(100150657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2010.

Immobilière Building BE S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 141.748.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions du conseil d'administration de «IMMOBILIERE BUILDING BE S.A.» ("la Société") prises le 3 septembre 2010 à 14h15 que:

- Le siège social de la Société est transféré du 23, rue Aldringen, L - 1118 Luxembourg au 124, boulevard de la Pétrusse, L -2330 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IMMOBILIERE BUILDING BE S.A.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2010132648/17.

(100151757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

INC, Information Networks Consulting, Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 14, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 51.555.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010132649/10.

(100151359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Luxmarine S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 37.795.

L'an deux mille dix, le vingt-et-un septembre.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «LUXMARINE S.A.», ayant son siège social à L- 1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, numéro B 37795, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 14 août 1991, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 60 du 21 février 1992 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu par acte sous seing privé du 18 mai 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 630 du 23 avril 2002.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sandrine ORTWERTH, employée privée, demeurant professionnellement à L- 1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Aurélie BLOCK, employée privée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

- Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
- Modification de l'article 3 des statuts relatif au transfert du siège social pour le mettre en conformité avec les dispositions légales;
- Changement de l'objet social de la société en Soparfi; l'objet social aura la teneur suivante: "La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties. La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet."
- Introduction des dispositions légales relative aux sociétés ayant un associé unique et modification des articles 6, 7 et 9 des statuts afin de les adapter à l'actionariat unique;
- Modifications subséquente des articles 3, 4, 6, 7 et 9 des statuts pour les mettre en concordance avec les résolutions qui précèdent.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts relatif au transfert du siège social pour le mettre en conformité avec les dispositions légales.

En conséquence, l'article 3 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'assemblée générale. Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société.

La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de changer l'objet social de la société en soparfi; l'article 4 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Art. 4. La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La société peut emprunter et accorder, aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties. La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'adapter les statuts et plus particulièrement les articles 6, 7 et 9 des statuts aux dispositions légales relatives notamment à l'actionnariat unique.

En conséquence de la décision qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 6, 7 et 9 des statuts qui auront désormais la teneur suivante:

«Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

La durée de leur mandat ne pourra excéder six ans.

Les administrateurs sortant sont rééligibles.»

«Art. 7. Le conseil d'administration élit en son sein un président, un vice-président et un secrétaire. En cas de partage des voix lors d'un vote au conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Les extraits des procès-verbaux sont certifiés conformes par le président, le secrétaire ou deux administrateurs ou par l'administrateur unique.

«Art. 9. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le Conseil.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S.ORTWERTH, A. BLOCK, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 27 septembre 2010 Relation: MER/2010/1723 Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME

Mersch, le 5 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132115/111.

(100150946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2010.

Intal International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 75.762.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INTAL INTERNATIONAL S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010132651/11.

(100151556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Inter Ikea Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 38.952.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 de la société INTER IKEA HOLDING S.A. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 octobre 2010.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2010132652/13.

(100151514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Inter Ikea Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 38.952.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 de la société INTER IKEA HOLDING S.A. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 octobre 2010.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2010132653/13.

(100151515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

BF Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 89.458.

L'an deux mil dix, le onze mai.

Par devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Redange/Atttert.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme

BF GROUP S.A.

établie et ayant siège social à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon,

constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach en date du 21 octobre 2002, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 23 novembre 2002, numéro 1.682, page 80.707,

inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, sous le numéro B 89.458,

dont le capital social est fixé à trente et un mille euro (31.000,- EUR), représenté par trois mille cent (3100) actions d'une valeur nominale de dix euro (10,- EUR) par action, entièrement libéré et souscrit,

L'assemblée est présidée par Madame Sandrine ANTONELLI, demeurant professionnellement à Luxembourg, 207 route d'Arlon.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Catherine BORTOLOTTI, demeurant professionnellement à Luxembourg, 207 route d'Arlon.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Claudine BOULAIN, demeurant professionnellement à Luxembourg, 207, route d'Arlon.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite, le président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que toutes les actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social statutaire, du siège de direction effective et de l'administration centrale de la société du L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon à l'adresse sise en Italie, savoir Varese (Italie) 11 via Morosini, sous réserve de l'inscription de la société auprès du Registre des Entreprises Compétent en Italie

2. Changement de la dénomination de la société de "BF GROUP S.A." en "BF GROUP S.R.L."

3. Changement de la durée d'existence de la société.

4. Approbation d'une situation comptable intérimaire arrêtée au 8 mai 2010

5. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant le transfert du siège de la société en Italie.

6. Changement de la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".

7. Nomination d'un administrateur unique:

Monsieur Davide BIZZI, né le 19 septembre 1962 à Milan et résidant en Estonie, Tallin, Vene 4, et fixation de ses pouvoirs et de la durée de son mandat.

8. Refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne.

9. Délégation de pouvoirs.

10. Radiation de la société du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès qu'elle aura été inscrite auprès du Registre des Entreprises Compétent en Italie.

11. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège statutaire, le principal établissement, l'administration centrale et le siège de direction effective de la société de du L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon à l'adresse sise en Italie, savoir Varese (Italie) 11 via Morosini.

L'Assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés. Elle constate en outre qu'aucune action sans droit de vote n'a été émise par la Société.

Elle constate également:

- que le droit d'apport ainsi que tous les autres impôts prévus par la loi luxembourgeoise ont été dûment payés aux autorités compétentes;

- que la société a respecté toutes les dispositions fiscales prévues par la loi luxembourgeoise;

- que le transfert du siège social en Italie et le changement de nationalité de la Société n'aura en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 67.1. de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 no. 335 et les dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, numéro 131 et toutes dispositions concernées.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société italienne en "BF GROUP S.R.L."

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de changer la durée d'existence de la société, en retenant que la société cessera d'exister à la date du 31 décembre 2050, sauf prorogation expresse de la dite date.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'approuver une situation comptable intérimaire de la société arrêtée au 8 mai 2010, telle qu'elle a été établie par le conseil d'administration en fonction avant le transfert du siège social de la société.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de faire adopter à la société prédécrite la nationalité, le statut et la forme d'une société à responsabilité limitée, le tout sous réserve de l'inscription de la société auprès du Registre des Entreprises Compétent en Italie.

Septième résolution

L'assemblée décide de nommer, en conformité avec la législation italienne, un administrateur unique, avec les pouvoirs conférés par les nouveaux statuts, sauf révocation ou démission, le tout pour une durée de trois ans:

Monsieur Davide BIZZI, né le 19 septembre 1962 à Milan et résidant en Estonie, Tallin, Vene 4.

Huitième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne, et de leur donner la teneur suivante, étant entendu que les formalités prévues par la loi italienne en vue de faire adopter ces nouveaux statuts en conformité avec la loi italienne devront être accomplies:

"STATUTO DI SOCIETA' A RESPONSABILITA' LIMITATA

Art. 1. Denominazione.

1. La società è denominata:

"BF GROUP S.R.L."

Art. 2. Oggetto.

2. La società ha per oggetto:

- la compravendita, l'acquisizione, anche tramite aste giudiziarie, la permuta, la lottizzazione di beni immobili di ogni specie e natura, la locazione, di fabbricati ed immobili di qualsiasi specie e natura;
- la gestione degli immobili di proprietà sociale;
- la costruzione, la ristrutturazione, la demolizione e la trasformazione di beni immobili di ogni specie e natura;
- studi di fattibilità in campo immobiliare, con esecuzione anche per conto terzi, con esclusione dell'esercizio di attività professionale.

Essa potrà compiere in via occasionale e non prevalente qualsiasi operazione industriale, commerciale, finanziaria e di leasing passivi, immobiliare e mobiliare, con esclusione della raccolta dei risparmi tra il pubblico, ivi compresa l'assunzione di finanziamenti esteri nell'ambito delle vigenti norme valutarie, ritenuta utile o necessaria per il conseguimento dello scopo sociale; sono altresì comprese le seguenti operazioni: la stipulazione di mutui attivi e passivi anche fondiari; la concessione di avalli, fidejussioni, ipoteche ed altre garanzie reali a terzi, inclusi gli Istituti di credito ordinario ed a medio termine; l'assunzione diretta od indiretta e comunque in via non prevalente di interessenze, quote e partecipazioni anche azionarie in altre società od imprese aventi oggetto analogo, affine o connesso al proprio scopo sociale.

Il tutto esclusivamente per conto proprio, e con esclusione comunque dell'esercizio di attività di cui all'art. 2 della legge 2.1.91 n. I, della legge 197/91 e del D.Lgs 1° settembre 1993 n. 385, nonché con la tassativa esclusione dell'esercizio diretto di ogni attività riservata per legge a professionisti iscritti in appositi Albi.

Art. 3. Sede.

3. La società ha sede in Varese.

Ove la legge lo consenta, ha rilevanza la sola indicazione del Comune in cui è ubicata la sede ed il trasferimento della stessa nell'ambito dello stesso Comune, non costituendo modifica dell'atto costitutivo, è di competenza dell'organo amministrativo.

La società ha facoltà di istituire altrove succursali, agenzie e rappresentanze e di sopprimerle.

Art. 4. Durata.

4. La durata della società è stabilita sino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta) e potrà essere prorogata.

Art. 5. Capitale.

5.1 Il capitale sociale è di Euro 31.000,00 (trentunmila virgola zero zero).

5.2 Per le decisioni di aumento e riduzione del capitale sociale si applicano gli articoli 2481 e seguenti del c.c.

Salvo il caso di cui all'articolo 2482-ter c.c., gli aumenti del capitale possono essere attuati anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi; in tal caso, spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'articolo 2473 c.C.

Nel caso di riduzione per perdite che incidono sul capitale sociale per oltre un terzo, il deposito presso la sede sociale della documentazione prevista dall'articolo 2482-bis, comma secondo c.c., in previsione dell'assemblea ivi indicata, può essere omesso.

5.3 La società potrà acquisire dai soci versamenti e finanziamenti, a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico.

I versamenti effettuati dai Soci in conto capitale, anche non proporzionalmente alle partecipazioni, sono infruttiferi di interessi.

5.4 E' attribuita alla competenza dei soci l'emissione dei titoli di debito di cui all'articolo 2483 c.c.

5.5 La deliberazione di emissione dei titoli di debito deve essere in ogni caso verbalizzata da notaio, ed iscritta a cura degli amministratori nel Registro delle imprese.

Art. 6. Domiciliazione.

6. Il domicilio degli amministratori, dei sindaci e del revisore, se nominati, per i loro rapporti con la società, è quello che risulta dai libri sociali.

Il domicilio dei soci, per i loro rapporti con la società, è quello risultante dal Registro delle Imprese o dal libro soci, se istituito.

Art. 7. Trasferimento delle partecipazioni per atto tra vivi.

7.1 trasferimenti delle partecipazioni sono soggetti alla seguente disciplina.

7.1.1 La clausola contenuta in questo articolo intende tutelare gli interessi della società alla omogeneità della compagine sociale, alla coesione dei soci ed all'equilibrio dei rapporti tra gli stessi: pertanto vengono disposte le seguenti limitazioni per il caso di trasferimento di partecipazioni.

7.1.2 Per "partecipazione" (o "partecipazioni") si intende la partecipazione di capitale spettante a ciascun socio ovvero parte di essa in caso di trasferimento parziale e/o anche i diritti di sottoscrizione alla stessa pertinenti.

7.1.3 Per "trasferimento" si intende il trasferimento per atto tra vivi.

7.1.4 Nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento, trasferimento del mandato fiduciario e donazione. In tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci acquisteranno la partecipazione versando all'offerente la somma determinata di comune accordo o, in mancanza di accordo, dall'arbitratore, come meglio specificato nel presente articolo.

7.1.5 L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

7.1.6 Nell'ipotesi di trasferimento eseguito senza l'osservanza di quanto di seguito prescritto, l'acquirente non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la società.

7.2.1 Le partecipazioni sono divisibili e trasferibili liberamente solo a favore:

- a) del coniuge di un socio;
- b) di parenti in linea retta o collaterale di un socio, purché entro il secondo grado;
- c) di società controllanti, controllate, collegate o comunque appartenenti al medesimo gruppo di società socia.

In qualsiasi altro caso di trasferimento delle partecipazioni, ai soci regolarmente iscritti nel registro delle imprese o a libro soci, se istituito, spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

7.2.2.1 Pertanto il socio che intende vendere o comunque trasferire la propria partecipazione dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro 15 (quindici) giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre 30 (trenta) giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

b) la partecipazione dovrà essere trasferita entro 30 (trenta) giorni dalla data in cui l'organo amministrativo avrà comunicato al socio offerente - a mezzo raccomandata da inviarsi entro 30 (trenta) giorni dalla scadenza del termine di cui sub.a) - l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi della partecipazione offerta, della data fissata per il trasferimento e del notaio a tal fine designato dagli acquirenti.

7.2.2.2 Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione al valore nominale della partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

7.2.2.3 Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene e che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante.

7.2.2.4 Qualora nella comunicazione sia indicato come acquirente un soggetto già socio, anche ad esso è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri soci.

7.2.3 La comunicazione dell'intenzione di trasferire la partecipazione formulata con le modalità indicate equivale a proposta contrattuale ai sensi dell'articolo 1326 c.c. Pertanto il contratto si intenderà concluso nel momento in cui chi ha effettuato la comunicazione viene a conoscenza della accettazione dell'altra parte. Da tale momento, il socio cedente è obbligato a concordare con il cessionario la ripetizione del negozio in forma idonea all'iscrizione nel registro delle imprese o nel libro dei soci, se istituito, con contestuale pagamento del prezzo come indicato nella denuncia.

7.2.4.1 La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente.

7.2.4.2 Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro e, qualora non fosse raggiunto alcun accordo, dall'unico arbitro di cui al successivo articolo 37, che assumerà la veste di arbitro ex art. 1349 del Codice Civile.

L'arbitro stabilirà il prezzo di cessione con i criteri di cui al successivo articolo 11 del presente statuto.

7.2.5.1 Qualora il prezzo stabilito dall'arbitro risultasse superiore al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà comunque al prezzo offerto dal potenziale acquirente; qualora il prezzo stabilito dall'arbitro risultasse inferiore di non oltre il 20% (venti per cento) al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà al prezzo determinato dall'arbitro.

7.2.5.2 Qualora il prezzo stabilito dall'arbitro risultasse inferiore di oltre il 20% (venti per cento) al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il socio che intende procedere al trasferimento avrà facoltà di desistere da tale sua intenzione dandone notizia all'organo amministrativo a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno, che sarà inoltrata in copia anche a tutti i soci che abbiano esercitato la prelazione, nel termine di 30 (trenta) giorni dal ricevimento della sopra citata determinazione dell'arbitro. Ove il socio offerente si avvalga di tale facoltà, sia l'offerta che la comunicazione di esercizio della prelazione si intenderanno prive di effetto. Ove il socio offerente non si avvalga di tale facoltà, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà al prezzo determinato dall'arbitro.

7.2.5.3 Il costo dell'arbitro sarà a carico:

a) dei soci aventi diritto di prelazione che abbiano dichiarato di non accettare il prezzo, in proporzione alle rispettive partecipazioni, qualora il prezzo determinato dall'arbitro non sia inferiore di oltre il 20% (venti per cento) al prezzo offerto dal potenziale acquirente;

b) del socio offerente, qualora il prezzo determinato dall'arbitro sia inferiore di oltre il 20% (venti per cento) al prezzo offerto dal potenziale acquirente ed egli si sia avvalso della facoltà di desistere;

c) per metà dei soci aventi diritto di prelazione che abbiano dichiarato di non accettare il prezzo, in proporzione alle rispettive partecipazioni, e per metà del socio offerente, qualora il prezzo determinato dall'arbitro sia inferiore di oltre il 20% al prezzo offerto dal potenziale acquirente ma il socio offerente non si sia avvalso della facoltà di desistere.

7.2.6.1 Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per l'intera partecipazione offerta, poiché tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente; qualora nessun socio intenda acquistare la partecipazione offerta ovvero il diritto sia esercitato solo per parte di essa, il socio offerente sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro 60 (sessanta) giorni dal giorno di ricevimento della comunicazione stessa da parte dei soci, salvo quanto previsto al successivo comma.

7.2.6.2 Qualora la prelazione non sia esercitata nei termini sopra indicati per la totalità della partecipazione offerta, il socio offerente, ove non intenda accettare l'esercizio della prelazione limitato ad una parte della partecipazione stessa, sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro 30 (trenta) giorni dalla data di ricevimento della comunicazione stessa da parte dei soci, ovvero, ove accetti l'esercizio della prelazione per parte della partecipazione offerta, potrà entro lo stesso termine di 30 (trenta) giorni trasferire tale parte di partecipazione al socio che ha esercitato la prelazione, alle condizioni che saranno concordate con lo stesso.

Ove il trasferimento al socio non si verifichi nel termine suindicato, il socio offerente dovrà nuovamente conformarsi alle disposizioni di questo articolo.

7.2.7 Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà della partecipazione. Il diritto di prelazione non spetta per il caso di costituzione di pegno od usufrutto.

Art. 8. Morte del socio. In caso di morte di uno dei soci, gli altri soci devono liquidare la quota agli eredi, ovvero deliberare lo scioglimento della Società ovvero la continuazione della stessa con gli eredi stessi.

Per la determinazione del credito spettante ai successori in caso di liquidazione della quota si applica il successivo articolo 11.

Le decisioni circa la continuazione o la liquidazione della partecipazione saranno assunte dai soci con le maggioranze previste dal successivo articolo 34, non computandosi la partecipazione appartenente al socio defunto.

Art. 9. Recesso.

9.1 Si applicano le norme di cui all'art.2473 del Codice Civile.

Qualora la società sia soggetta ad attività di direzione e coordinamento ai sensi degli articoli 2497 e seguenti ce, spetterà ai soci il diritto di recesso nelle ipotesi previste dall'articolo 2497-quater c.c.

I soci hanno altresì diritto di recedere dalla società, in relazione al disposto dell'articolo 2469, comma secondo c.c..

In tal caso il diritto non può essere esercitato per i primi due anni dalla costituzione della società o dalla sottoscrizione della partecipazione.

Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria delle partecipazioni sociali in capo a Società fiduciaria operante ai sensi della Legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, il diritto di recesso potrà essere esercitato dalla Società fiduciaria anche solo per parte della partecipazione intestata ove la fiduciaria medesima dichiara di operare per conto di più fiduciari che hanno conferito istruzioni differenti.

9.2 Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo mediante lettera inviata con raccomandata con ricevuta di ritorno.

La raccomandata deve essere inviata entro 30 (trenta) giorni dall'iscrizione nel registro imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente, del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta alla sede della società.

Dell'esercizio del diritto di recesso deve essere fatta annotazione nel libro dei soci, se istituito.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, entro novanta giorni dall'esercizio del recesso, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

Art. 10. Esclusione. Sono considerate ipotesi di esclusione dalla società per giusta causa:

- il fallimento, l'interdizione e l'inabilitazione del socio, la sua condanna ad una pena che importa l'interdizione anche temporanea dai pubblici uffici;

- la definitiva impossibilità da parte del Socio di eseguire la prestazione d'opera o di servizi a favore della Società che costituisce oggetto del suo conferimento.

L'esclusione è stabilita con decisione dei soci adottata a maggioranza assoluta del capitale sociale, non computandosi nel quorum la quota del socio della cui esclusione si tratta, ed ha effetto decorsi trenta giorni dalla data della comunicazione, mediante raccomandata A. R., al socio escluso.

Entro questo termine il socio escluso può fare opposizione davanti all'arbitro unico di cui alla clausola compromissoria più avanti riportata; l'opposizione ne sospende l'esecuzione.

Se la società è composta da due soci, l'esclusione di uno di essi è pronunciata dall'arbitro unico, su domanda dell'altro.

Art. 11. Liquidazione delle partecipazioni.

11.1 Nelle ipotesi previste dagli articoli 8, 9 e 10, le partecipazioni saranno rimborsate al socio o ai suoi eredi in proporzione del patrimonio sociale.

Il patrimonio della società è determinato dall'organo amministrativo, sentito il parere dei sindaci e del revisore, se nominati, tenendo conto del valore di mercato riferito al momento di efficacia del recesso ovvero al momento in cui si è verificata o è stata decisa l'esclusione del socio ovvero decisa la liquidazione della quota agli eredi.

Ai fini della determinazione del valore di mercato occorre aver riguardo alla consistenza patrimoniale della società e alle sue prospettive reddituali.

In caso di disaccordo, la valutazione delle partecipazioni, secondo i criteri sopra indicati, è effettuata, tramite relazione giurata, da un esperto nominato dal Tribunale nella cui circoscrizione si trova la sede della società, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente. Si applica il primo comma dell'articolo 1349 c.c.

11.2 Il rimborso delle partecipazioni deve essere eseguito entro sei mesi dall'evento dal quale consegue la liquidazione.

Il rimborso può avvenire mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni o da parte di un terzo concordemente individuato dai soci medesimi.

Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili o in mancanza riducendo il capitale sociale corrispondentemente, fermo quanto previsto dall'art.2473 bis del Codice Civile per l'esclusione del Socio.

In caso di riduzione del capitale si applica l'articolo 2482 c.c.; qualora sulla base di esso non risulti possibile il rimborso della partecipazione del socio receduto, la società si scioglie ai sensi dell'articolo 2484, comma primo n. 5 c.c.

Art. 12. Unico socio. Quando l'intera partecipazione appartiene ad un solo socio o muta la persona dell'unico socio, gli amministratori devono effettuare gli adempimenti previsti ai sensi dell'articolo 2470 c.c.

Quando si costituisce o ricostituisce la pluralità dei soci, gli amministratori devono depositare la relativa dichiarazione per l'iscrizione nel registro delle imprese.

L'unico socio o colui che cessa di essere tale può provvedere alla pubblicità prevista nei commi precedenti.

Le dichiarazioni degli amministratori devono essere riportate, entro trenta giorni dall'iscrizione, nel libro dei soci, se istituito, e devono indicare la data di tale iscrizione.

Art. 13. Soggezione ad attività di direzione e controllo.

13. La società deve indicare l'eventuale propria soggezione all'altrui attività di direzione e coordinamento negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497-bis, comma secondo c.c.

Art. 14. Amministratori.

14.1 La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede della nomina:

- a. da un amministratore unico;
- b. da un consiglio di amministrazione composto da due a tre amministratori, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina.

14.2 Per organo amministrativo si intende l'amministratore unico oppure il consiglio di amministrazione.

14.3 Gli amministratori possono essere anche non soci.

14.4 Non si applica agli amministratori il divieto di concorrenza di cui all'articolo 2390 c.c.

Art. 15. Durata della carica, Revoca, Cessazione.

15.1 Gli amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo determinato dai soci al momento della nomina.

15.2 Gli amministratori sono rieleggibili.

15.3.1 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

15.3.2 Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, se per qualsiasi causa viene meno la metà dei consiglieri, in caso di numero pari, o la maggioranza degli stessi, in caso di numero dispari, si applica l'articolo 2386 c.c.

Art. 16. Consiglio di amministrazione.

16.1 Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente e potrà eleggere un vice presidente che sostituisca il Presidente nei casi di assenza o impedimento.

16.2 Le decisioni del consiglio di amministrazione, salvo quanto previsto al successivo articolo 17, possono essere adottate mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

16.3 La procedura di consultazione scritta, o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli purché sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione da parte della maggioranza degli amministratori.

Il procedimento deve concludersi entro 10 (dieci) giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

16.4 Le decisioni del consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica, non computandosi le astensioni.

16.5 Le decisioni assumono la data dell'ultima dichiarazione pervenuta nel termine prescritto.

16.6 Le decisioni degli amministratori devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni degli amministratori. La relativa documentazione è conservata dalla società.

Art. 17. Adunanze del consiglio di amministrazione.

17.1 In caso di richiesta della maggioranza degli amministratori o su proposta del Presidente, il consiglio di amministrazione delibera in adunanza collegiale.

17.2 In questo caso il presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

17.3 La convocazione avviene mediante avviso spedito a tutti gli amministratori, sindaci effettivi e revisore, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima. Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

17.4 Il consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purché in Italia, o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

17.5 Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica, i sindaci effettivi e il revisore se nominati.

17.6 Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche per audioconferenza o videoconferenza, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

a. che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

b. che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

c. che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

17.7 Le deliberazioni del consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza dei suoi membri in carica, non computandosi le astensioni.

17.8 Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal presidente e dal segretario se nominato che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

Art. 18. Poteri dell'organo amministrativo.

18.1 L'organo amministrativo è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della Società senza eccezioni di sorta ed ha facoltà di compiere tutti gli atti che ritiene opportuni per l'attuazione ed il raggiungimento degli scopi sociali, esclusi soltanto quelli che la legge e lo statuto in modo tassativo riservano ai soci.

18.2 Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, ovvero ad uno o più dei suoi componenti, anche disgiuntamente. In questo caso si applicano le disposizioni contenute nei commi terzo, quinto e sesto dell'articolo 2381 c.c. Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, comma quinto c.c.

18.3 Nel caso di consiglio di amministrazione formato da due membri, qualora gli amministratori non siano d'accordo circa la eventuale revoca di uno degli amministratori delegati, entrambi i membri del consiglio decadono dalla carica e devono entro 30 (trenta) giorni sottoporre alla decisione dei soci la nomina di un nuovo organo amministrativo.

18.4 L'Organo amministrativo può nominare direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Art. 19. Rappresentanza.

19.1 L'amministratore unico ha la rappresentanza della società.

19.2 In caso di nomina del consiglio di amministrazione, la rappresentanza della società spetta al presidente del consiglio di amministrazione ed ai singoli consiglieri delegati, se nominati.

19.3 La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori e ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

19.4 La rappresentanza della società in liquidazione spetta al liquidatore o al presidente del collegio dei liquidatori e agli eventuali altri componenti il collegio di liquidazione con le modalità e i limiti stabiliti in sede di nomina.

Art. 20. Compensi degli amministratori.

20.1 Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

20.2 I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un'indennità annuale in misura fissa o variabile, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

20.3 In caso di nomina di un comitato esecutivo o di consiglieri delegati, il loro compenso è stabilito dal consiglio di amministrazione al momento della nomina.

20.4 L'azione di responsabilità contro gli amministratori può essere oggetto di rinuncia o transazione da parte della Società, purché vi consenta una maggioranza dei soci rappresentante almeno i due terzi del capitale sociale e purché non si oppongano tanti soci che rappresentano almeno il decimo del capitale sociale.

Art. 21. Organo di controllo.

21.1 La società può nominare il collegio sindacale o il revisore.

21.2 Nei casi previsti dal secondo e terzo comma dell'articolo 2477 c.c., la nomina del collegio sindacale è obbligatoria.

Art. 22. Composizione e durata.

22.1 Il collegio sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti. Il presidente del collegio sindacale è nominato dai soci, in occasione della nomina dello stesso collegio.

22.2 Nei casi di obbligatorietà della nomina, tutti i sindaci devono essere revisori contabili, iscritti nel registro istituito presso il Ministero di Giustizia.

22.3 Qualora la nomina del collegio sindacale non sia obbligatoria per legge, si applica il secondo comma dell'articolo 2397 c.c..

22.4 I sindaci sono nominati dai soci. Essi restano in carica per tre esercizi e scadono alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica.

Qualora la nomina dei sindaci non sia obbligatoria ai sensi dell'articolo 2477 c.c., all'atto della nomina si può prevedere una diversa durata della loro carica.

La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto nel momento in cui il collegio è stato ricostituito.

22.5 I sindaci sono rieleggibili.

22.6 Il compenso dei sindaci è determinato dai soci all'atto della nomina, per l'intero periodo della durata del loro ufficio.

Art. 23. Cause di ineleggibilità e di decadenza.

23.1 Nei casi di obbligatorietà della nomina, non possono essere nominati alla carica di sindaco, e se nominati decadono dall'ufficio, coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'articolo 2399 c.c.

23.2 Qualora la nomina dei sindaci non sia obbligatoria ai sensi dell'articolo 2477 c.c., non possono comunque essere nominati e, se eletti, decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'articolo 2382 c.c.

23.3 Per tutti i sindaci iscritti nei registri dei revisori contabili istituiti presso il Ministero di Giustizia, si applica il secondo comma dell'articolo 2399 c.c.

Art. 24. Cessazione dalla carica.

24.1 I sindaci possono essere revocati solo per giusta causa e con decisione dei soci. La decisione di revoca deve essere approvata con decreto del Tribunale, sentito l'interessato.

24.2 In caso di morte, di rinuncia, di decadenza di un sindaco, subentrano i supplenti in ordine di età. I nuovi sindaci restano in carica fino alla decisione dei soci per l'integrazione del collegio, da adottarsi su iniziativa dell'organo amministrativo, nei successivi trenta giorni. I nuovi nominati scadono insieme con quelli in carica.

In caso di cessazione del presidente, la presidenza è assunta, fino alla decisione di integrazione, dal sindaco più anziano di età.

Art. 25. Competenze e doveri del collegio sindacale.

25.1 Il collegio sindacale ha i doveri e i poteri di cui agli articoli 2403 e 2403 -bis c.c. ed esercita il controllo contabile sulla società.

25.2 Si applicano le disposizioni di cui agli articoli 2406, 2407 e 2408, primo comma c.c.

25.3 Delle riunioni del collegio deve redigersi verbale, che deve essere trascritto nel libro delle decisioni del collegio sindacale e sottoscritto dagli intervenuti; le deliberazioni del collegio sindacale devono essere prese a maggioranza assoluta dei presenti.

Il sindaco dissenziente ha diritto di far iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

25.4 I sindaci assistono alle adunanze delle assemblee dei soci, alle adunanze del consiglio di amministrazione e del comitato esecutivo, se nominato.

25.5 Il collegio dei sindaci deve riunirsi almeno ogni novanta giorni. La riunione potrà tenersi anche per audioconferenza o videoconferenza; in tal caso si applicano le disposizioni sopra previste al precedente articolo 17 sesto comma per le adunanze del consiglio di amministrazione.

Art. 26. Revisore.

26.1 Qualora la società nomini per il controllo contabile un revisore, questi deve essere iscritto al registro istituito presso il Ministero di Giustizia.

26.2 Non può essere nominato revisore, e se nominato decade, chi si trova nelle condizioni previste dal primo comma dell'articolo 2409-quinquies c.c.

Il compenso del revisore è determinato dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del suo ufficio.

Qualora i soci nel procedere alla nomina non abbiano deciso diversamente, l'incarico ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data di decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

L'incarico può essere revocato con decisione dei soci.

Il revisore svolge funzioni di controllo contabile sulla società; si applicano le disposizioni contenute negli articoli 2409 - ter e 2409 - sexies c.c.

Il revisore è tenuto a redigere la relazione prevista dall'articolo 2429, comma secondo c.c.

Art. 27. Decisioni dei soci.

27.1 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

27.2 In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a. l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b. la nomina degli amministratori e la struttura dell'organo amministrativo;
- c. la nomina dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;
- d. le modificazioni dello statuto;
- e. la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- f. le decisioni in ordine all'anticipato scioglimento della società e alla sua revoca; la nomina, la revoca e la sostituzione dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione; le decisioni che modificano le deliberazioni assunte ai sensi dell'art. 2487 primo comma c.c.;
- g. la decisione in ordine all'esclusione di un socio.

27.3 Non è necessaria la decisione dei soci che autorizzi l'acquisto da parte della società, per un corrispettivo pari o superiore al decimo del capitale sociale, di beni o di crediti dei soci fondatori, dei soci e degli amministratori, nei due anni dalla iscrizione della società nel registro delle imprese.

Art. 28. Diritto di voto.

28.1 Hanno diritto di voto i soci iscritti nel Registro delle Imprese o nel libro dei soci, se istituito.

28.2 In ogni caso il voto compete a ciascun socio in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria delle partecipazioni sociali in capo a società fiduciaria operante ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche e integrazioni, l'esercizio del diritto di voto da parte della Società fiduciaria potrà avvenire in maniera divergente e tramite più delegati ove la fiduciaria medesima dichiara di operare per conto di più fiducianti che hanno conferito istruzioni differenti.

28.3 Il socio moroso non può partecipare alle decisioni dei soci.

Art. 29. Consultazione scritta e consenso espresso per iscritto.

29.1 Salvo quanto previsto al primo comma del successivo articolo 30, le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

L'individuazione dei soci legittimati a partecipare alle decisioni in forma non assembleare è effettuata con riferimento alle risultanze del Registro delle imprese o del libro soci, se istituito, alla data dell'inizio della procedura; qualora nel frattempo intervengano mutamenti nella compagine sociale, il nuovo socio potrà sottoscrivere la decisione in luogo del socio cedente se già iscritto al Registro delle Imprese o, se istituito, allegando estratto autentico del libro soci ovvero attestazione degli amministratori da cui risulti la sua regolare iscrizione in detto libro.

29.2 La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli, purché sia assicurato a ciascun socio il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento, ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione, da parte di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale come previsto al successivo articolo 34.2 del presente statuto.

Il procedimento deve concludersi entro 20 (venti) giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

La decisione dei soci è assunta soltanto qualora pervengano alla sede della società, nelle forme sopra indicate ed entro il termine di cui al precedente comma, i consensi di tanti soci che raggiungano il quorum deliberativo previsto al successivo articolo 34.2.

29.3 Le decisioni assumono la data dell'ultima dichiarazione pervenuta nel termine prescelto.

Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 30. Assemblea.

30.1 Nel caso le decisioni abbiano ad oggetto le materie indicate nel precedente articolo 27.2 lettere d), e) ed f), nonché in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente statuto, oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

30.2 L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal collegio sindacale, se nominato, ovvero da tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

L'assemblea per l'approvazione del bilancio deve essere convocata almeno una volta all'anno entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure, ricorrendone i presupposti di legge, entro centottanta giorni dallo stesso termine.

30.3 L'assemblea viene convocata con avviso spedito otto giorni o, se spedito successivamente, ricevuto almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, fax o messaggio di posta elettronica, fatto pervenire agli aventi diritto al domicilio risultante dal registro delle imprese o dai libri sociali.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

30.4 Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati della riunione e su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

Art. 31. Svolgimento dell'assemblea.

31.1 L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione nel caso di nomina del consiglio di amministrazione. In caso di assenza o di impedimento di questi, l'assemblea è presieduta dal vice presidente ed in assenza dal vice presidente dalla persona designata dagli intervenuti.

31.2 Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

31.3 L'assemblea dei soci può svolgersi anche in più luoghi, audio e o video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

In tutti i luoghi audio e o video collegati in cui si tiene la riunione dovrà essere predisposto il foglio delle presenze.

Art. 32. Deleghe.

32.1 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare anche da soggetto non socio per delega scritta, che deve essere conservata dalla società. Nella delega deve essere specificato il nome del rappresentante con l'indicazione di eventuali facoltà e limiti di subdelega.

32.2 Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per la seconda convocazione.

32.3 E' ammessa anche una delega a valere per più assemblee, indipendentemente dal loro ordine del giorno.

32.4 La rappresentanza non può essere conferita ad amministratori, ai sindaci o al revisore, se nominati.

Art. 33. Verbale dell'assemblea.

33.1 Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario se nominato o dal notaio.

33.2 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti.

Il verbale deve riportare gli esiti degli accertamenti fatti dal presidente a norma del precedente articolo 31.2. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

33.3 Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 34. Quorum costitutivi e deliberativi.

34.1 L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale e delibera a maggioranza assoluta dei presenti. Nei casi previsti dal precedente articolo 27.2 lettere d), e), ed f) è comunque richiesto il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

34.2 Nel caso di decisione dei soci assunta con consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, le decisioni sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

34.3.1 Per introdurre i diritti attribuiti ai singoli soci ai sensi del terzo comma dell'articolo 2468 c.c. è necessario il consenso di tutti i soci.

34.3.2 Per modificare o sopprimere i diritti attribuiti ai singoli soci ai sensi del terzo comma dell'articolo 2468 c.c. è necessario il consenso di tutti i soci.

34.4 Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

34.5 Nei casi in cui per legge o in virtù del presente statuto il diritto di voto della partecipazione è sospeso (ad esempio in caso di conflitto di interesse o di socio moroso), si applica l'articolo 2368, comma 3 c.c.

Art. 35. Bilancio e utili.

35.1 Gli esercizi sociali si chiudono il 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

35.2 Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo diversa decisione dei soci.

Art. 36. Scioglimento e liquidazione.

36.1 La società si scioglie per le cause previste dalla legge e pertanto:

- a. per il decorso del termine;
- b. per il conseguimento dell'oggetto sociale o per la sopravvenuta impossibilità a conseguirlo, salvo che l'assemblea, all'uopo convocata entro 60 (sessanta) giorni, non deliberi le opportune modifiche statutarie;
- c. per l'impossibilità di funzionamento o per la continuata inattività dell'assemblea;
- d. per la riduzione del capitale al di sotto del minimo legale, salvo quanto è disposto dall'articolo 2482-ter c.c.;
- e. nell'ipotesi prevista dall'articolo 2473 c.c.;
- f. per deliberazione dell'assemblea;
- g. per le altre cause previste dalla legge.

36.2 In tutte le ipotesi di scioglimento, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di 30 (trenta) giorni dal loro verificarsi.

36.3 L'assemblea, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- il numero dei liquidatori;
- in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del consiglio di amministrazione, in quanto compatibile;
- a chi spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

Art. 37. Clausola compromissoria.

37.1 Qualsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolta da un unico arbitro nominato dal Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede legale la Società, su richiesta fatta dalla parte più diligente.

La sede dell'arbitrato sarà presso il domicilio dell'arbitro.

Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria delle partecipazioni sociali in capo a società fiduciaria operante ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche e integrazioni, i Soci e/o l'Organo Amministrativo della Società, prendendo atto che l'esercizio dei diritti sociali da parte della Società fiduciaria avviene per conto e nell'esclusivo interesse del fiduciante effettivo proprietario della partecipazione, si impegnano, nelle controversie relative a rapporti societari, a consentire l'estromissione della fiduciaria ai sensi dell'arti 11 c.p.c. e a proseguire il processo nei confronti del fiduciante medesimo.

37.2 L'unico arbitro dovrà decidere entro 90 (novanta) giorni dalla nomina e deciderà secondo equità. L'arbitro potrà condurre il procedimento senza formalità di procedura, salva l'osservanza del principio del contraddittorio e, in generale, delle disposizioni inderogabili di legge.

37.3 Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni dell'unico arbitro vincoleranno le parti.

37.4 Le spese dell'arbitrato saranno ripartite tra le parti secondo decisione dell'unico arbitro.

37.5 Sono soggette alla disciplina sopra prevista anche le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero quelle promosse nei loro confronti, che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale.

Art. 38. Disposizioni applicabili. Per tutto quanto non previsto dal presente statuto si fa riferimento alle norme previste dal codice civile ed alle disposizioni normative in tema di società a responsabilità limitata."

Neuvième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Davide BIZZI, né le 19 septembre 1962 à Milan et résidant en Estonie, Tallin, Vene 4, tous pouvoirs en vue d'accomplir toutes les formalités nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches qui seront requises par les autorités italiennes en vue d'obtenir l'approbation des résolutions prises ci-avant et, en général, de signer tous documents et d'entreprendre toute démarche que les autorités compétentes pourront requérir en relation à l'application des résolutions prises ci-avant, en ce compris, le cas échéant, les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de la société.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie auprès du Registre des Entreprises Compétent en Italie.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg.

Dixième résolution

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive du transfert du siège social de la société et de son inscription en Italie auprès du Registre des Entreprises Compétent en Italie.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Antonelli, Bortolotto, Boulain, Reuter.

Enregistré à Redange/Attert, Le 12 mai 2010. Relation: RED/2010/624 Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Releveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande et aux fins de publication au Mémorial.

Redange/Attert, le 30 septembre 2010.

Karine REUTER.

Référence de publication: 2010132401/643.

(100150692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2010.

ICBS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 148.128.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels und Gesellschaftsregister von Luxemburg.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 23. September 2010.

Paul DECKER

Der Notar

Référence de publication: 2010132646/12.

(100151528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

IKADO AG, société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 17.773.

Extrait des décisions prises par l'associé unique et par le conseil d'administration en date du 24 septembre 2010

1. Monsieur Hugo FROMENT a démissionné de son mandat d'administrateur.
2. Monsieur Gérard BIRCHEN a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.
3. Monsieur Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 29 octobre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2014.
4. Monsieur Massimo RASCHELLA, administrateur de sociétés, né à Differdange (Grand-Duché de Luxembourg), le 16 avril 1978, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2014.
5. Monsieur Jacques CLAEYS a été nommé comme président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Pour IKADO AG, société de gestion de patrimoine familial

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010132647/24.

(100151592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

**International Holdings and Investments S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme
- Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 15.467.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INTERNATIONAL HOLDINGS AND INVESTMENTS S.A., société de gestion de patrimoine familial

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010132654/12.

(100151283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

J.T. Baker Holdings, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 155.169.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132655/10.

(100151464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Jacksberry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 103.515.

EXTRAIT

En date du 06 octobre 2010, le Conseil d'administration coopte Madame Valérie WESQUY, employée privée, avec adresse professionnelle au 3, rue Belle-Vue, L-1227 Luxembourg. en remplacement de Madame Annalisa CIAMPOLI. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion pour qu'elle procède à son élection définitive.

Luxembourg, le 06 octobre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010132657/15.

(100151375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Korea Confectionery (Luxembourg) Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.570.600,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 88.715.

Le bilan au 30 juin 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132665/11.

(100151566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Korea Confectionery (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.570.600,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 88.715.

Le bilan au 30 juin 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132666/11.

(100151567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Korea Confectionery (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.570.600,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 88.715.

Le bilan au 30 juin 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132667/11.

(100151568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Kronospan Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4902 Sanem, Z.I. Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 116.516.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 59841 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010132669/10.

(100151615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Kano S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 155.035.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132672/10.

(100151465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Kidder Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 80.822.

Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010132673/9.

(100151057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

AMCI Worldwide Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 625.176,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 139.547.

In the year two thousand and ten, on the twenty-ninth of September;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED

The company "AMCI WORLDWIDE S.à r.l.", with registered office in L-1931 Luxembourg, 13-15, Avenue de la Liberté, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B and number 139094, incorporated by a deed of notary Paul FRIEDERS, then residing in Luxembourg, on May 27, 2008, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1574, dated June 26, 2008, whose by-laws have been amended by a deed of the undersigned notary, on December 23, 2008 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 304, dated February 11, 2009,

here represented by Mrs. Sophie ZINTZEN, lawyer, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse by virtue of a proxy given under private seal dated September 28, 2010.

The proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing person and the notary will remain attached to the present deed to be registered together with it.

Such appearing party, represented as mentioned above, has requested the undersigned notary to state that it is the sole member (the "Sole Member") of the company "AMCI WORLDWIDE HOLDINGS S.à r.l.", with registered office in L-1931 Luxembourg, 13-15, Avenue de la Liberté, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B and number 139547, incorporated by a deed of the said notary Paul FRIEDERS, on June 16, 2008, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1722, dated July 12, 2008, and whose by-laws of the company have been amended by a deed of the undersigned notary, on December 23, 2008 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 304, dated February 11, 2009 (the "Company").

The agenda of the meeting was the following:

Agenda

1) Increase of the corporate capital of the Company by an amount of one United States Dollar (USD 1.-) in order to bring it from its present amount of six hundred twenty-five thousand one hundred seventy-five United States Dollars (USD 625,175.-) to the amount of six hundred twenty-five thousand one hundred seventy-six United States Dollars (USD 625,176.-) by the issue of one (1) new Corporate Unit, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-);

2) Issue of one (1) new corporate unit having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-);

3) Subscription for the newly issued Corporate Unit and full payment of such corporate unit together with a share premium by a contribution in cash of four million Euros (EUR 4,000,000.-), to be converted into five million three hundred ninety thousand eight hundred United States Dollars (USD 5,390,800.-) on the basis of the European Central Bank exchange rate of EUR 1.- to USD 1.3477 applicable on September 28, 2010 at 10:00 a.m.;

4) Amendment of Article 5 of the articles of association of the Company so as to reflect the above contemplated capital increase;

5) Any other business.

Such appearing party, represented as mentioned above, in its capacity of Sole Member of the Company requested the undersigned notary to state its following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of one United States dollar (USD 1.-) so as to bring it from its present amount of six hundred twenty-five thousand one hundred seventy-five United States dollars (USD 625,175.-) represented by six hundred twenty-five thousand one hundred seventy-five (625,175) corporate units with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each, to the amount of six hundred twenty-five thousand one hundred seventy-six United States dollars (USD 625,176.-) represented by six hundred twenty-five thousand one hundred seventy-six (625,176) corporate units, with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each.

Second resolution

The Sole Member resolved to issue one (1) corporate unit with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-), having the same rights and obligations as the existing corporate units.

Subscription and Payment

There now appears Mrs. Sophie ZINTZEN, previously named, acting in her capacity as duly appointed attorney in fact of "AMCI WORLDWIDE S.à r.l."

The appearing person declared to subscribe for one (1) new corporate unit with an aggregate share premium in an aggregate amount of five million three hundred ninety thousand seven hundred ninety-nine United States dollars (USD 5,390,799.-) and to make payment of such corporate unit and share premium in full by a contribution in cash.

It results from a bank certificate that the amount of five million three hundred ninety thousand eight hundred United States dollars (USD 5,390,800.-) is at the Company's disposal.

Having acknowledged the above described contribution in cash, the Sole Member, represented as stated above, resolved to confirm the validity of the subscription and payment.

Third resolution

The Sole Member resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company so as to reflect the issue of the corporate units and the capital increase.

Consequently, article 5 of the articles of association of the Company is replaced by the following text:

"The subscribed capital of the company is set at six hundred twenty-five thousand one hundred seventy-six United States dollars (USD 625,176.-) represented by six hundred twenty five thousand one hundred seventy-six (625,176) corporate units with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately three thousand four hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the proxy-holder of the appearing party, acting as stated here-before, known to the notary by first and last name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundzehn, am neunundzwanzigsten September;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCIENEN

Die Gesellschaft „AMCI WORLDWIDE S.à r.l.“, mit Gesellschaftssitz in L-1931 Luxemburg, 13-15, Avenue de la Liberté, eingetragen beim luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter Sektion B und Nummer 139094, gegründet durch Urkunde des Notars Paul FRIEDERS, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg, am 27. Mai 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, unter der Nummer 1574 vom 26. Juni 2008, deren Satzungen abgeändert wurden am 23. Dezember 2008 durch Urkunde des amtierenden Notars, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 304 vom 11. Februar 2009,

hier vertreten durch Frau Sophie ZINTZEN, Rechtsanwältin, berufsansässig in L-2320 Luxemburg, 69, boulevard de la Pétrusse, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 28. September 2010.

Diese Vollmacht wird nach der "ne varietur" Unterzeichnung durch die erschienene Person und den unterzeichneten Notar, der Urkunde beigefügt um mit dieser registriert zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben erwähnt, hat den unterzeichneten Notar gebeten zur Kenntnis zu nehmen dass, sie die alleinige Gesellschafterin (die „alleinige Gesellschafterin“) von „AMCI WORLDWIDE HOLDINGS S.à r.l.“ ist, eine Gesellschaft mit Gesellschaftssitz in L-1931 Luxemburg, 13-15 Avenue de la Liberté, eingetragen beim luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter Sektion B und Nummer 139 547, gegründet durch Urkunde des vorgenannten Notars Paul FRIEDERS, am 16. Juni 2008, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1722, vom 12 Juli 2008,

deren Statuten abgeändert wurden am 23. Dezember 2008 durch Urkunde des amtierenden Notars, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 304, vom 11. Februar 2009 (die „Gesellschaft“).

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals um den Betrag eines US-amerikanischen Dollars (USD 1,-) um es von seinem aktuellen Betrag in Höhe von sechshundert fünfundzwanzigtausend einhundertfünfundsiebzig US-amerikanischen Dollar (USD 625.175,-), auf den Betrag in Höhe von sechshundertfünfundzwanzigtausend ein hundertsechundsiebzig US-amerikanischen Dollar (USD 625.176,-), durch die Zeichnung eines (1) neuen Geschäftsanteils mit einem Nennwert von einem US-amerikanischen Dollar (USD 1,-) zu erhöhen;
2. Immission eines (1) neuen Geschäftsanteils mit einem Nennwert von einem US-amerikanischen Dollar (USD 1,-);
3. Zeichnung und vollständige Auszahlung des neuen Geschäftsanteils durch die alleinige Gesellschafterin zusammen mit dem Agio in Form einer Geldeinlage in Höhe von viermillionen Euro (EUR 4.000.000,-), welche auf Basis des Devisenkurses EUR 1,- zu USD 1,3477 der Europäischen Zentralbank vom 28. September 2010, 10.00 Uhr, in fünfmillionen dreihundertneunzigtausend achthundert US-amerikanische Dollar (USD 5.390.800,-) konvertiert werden;
4. Abänderung des Artikels 5 der Satzung der Gesellschaft um der oben erfolgten Kapitalerhöhung Rechnung zu tragen,
5. Sonstiges.

Die erschienene Partei, in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft, ersuchte den unterzeichneten Notar ihre folgenden Beschlüsse aufzunehmen:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschloss das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um den Betrag von einem US-amerikanischen Dollar (USD 1,-) zu erhöhen, um es von seinem aktuellen Betrag von sechs hundert fünfundzwanzig tausend ein hundert fünfundsiebzig US-amerikanischen Dollar (USD 625.175,-) eingeteilt in sechs hundert fünfundzwanzig tausend ein hundert fünfundsiebzig (625.175) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem US-amerikanischen Dollar (USD 1,-) auf den Betrag von sechs hundert fünfundzwanzig tausend ein hundert sechsundsiebzig US-amerikanischen Dollar (USD 625.176,-), eingeteilt in sechs hundert fünfundzwanzig tausend ein hundert sechsundsiebzig (625.176) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem US-amerikanischen Dollar (USD 1,-) zu erhöhen.

Zweiter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschloss, einen (1) neuen Geschäftsanteil mit einem Nennwert von einem US-amerikanischen Dollar (USD 1,-), welcher die gleichen Rechte und Pflichten hat wie die bestehenden Geschäftsanteile, auszugeben.

Zeichnung und Auszahlung

Es erscheint jetzt Frau Sophie ZINTZEN, oben genannt, agierend als gesetzlicher Vertreter von „AMCI WORLDWIDE S.à r.l.“.

Die erschienene Person, erklärte einen (1) neuen Geschäftsanteil zusammen mit dem Agio in Höhe von fünfmillionen dreihundertneunzig tausend siebenhundertneunundneunzig US-amerikanischen Dollar (USD 5.390.799,-) zu zeichnen und diesen Geschäftsanteil sowie den Agio vollständig durch eine Geldeinlage zu zahlen.

Es geht aus einer Bankbeglaubigung hervor, dass der Betrag in Höhe von fünfmillionen dreihundertneunzig tausend achthundert US-amerikanischen Dollar (USD 5.390.800,-) der Gesellschaft zur Verfügung steht.

Nachdem die alleinige Gesellschafterin, vertreten wie oben erwähnt, die oben genannte Geldeinlage bestätigt hat, beschloss sie die Rechtsgültigkeit der Zeichnung und der Auszahlung zu bestätigen.

Dritter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschloss den Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, um der oben erfolgten Kapitalerhöhung Rechnung zu tragen.

Folglich wird der Wortlaut des Artikels 5 der Satzung wie folgt abgeändert:

"Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft ist festgesetzt auf sechs hundert fünfundzwanzig tausend ein hundert sechsundsiebzig US-amerikanischen Dollar (USD 625.176,-), eingeteilt in sechs hundert fünfundzwanzig tausend ein hundert sechsundsiebzig (625.176) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem US-amerikanischen Dollar (USD 1,-)."

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr dreitausendvierhundert Euro.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Ersuchen derselben erschienenen Partei, und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der erschienenen Partei, handelnd wie hiervor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe Bevollmächtigte mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: S. ZINTZEN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 septembre 2010. LAC/2010/42679. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé) Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132473/169.

(100151618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Kreos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 74.999.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010132677/9.

(100151709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

L.F.L. Investment S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 90.123.

La GTB Fiduciaire S.à r.l. dénonce le siège social sis à L-1273 Luxembourg-Hamm, 19 rue de Bitbourg, mis à la disposition de la société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 6 octobre 2010.

GTB Fiduciaire S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2010132679/11.

(100151277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

L'Inouï S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8510 Redange-sur-Attert, 67, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 100.465.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010132680/10.

(100151360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Leponte S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 79.163.

EXTRAIT

En date du 06 octobre 2010, le Conseil d'administration coopte Madame Valérie WESQUY, employée privée, avec adresse professionnelle au 3, rue Belle-Vue, L-1227 Luxembourg, en remplacement de Madame Annalisa CIAMPOLI. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion pour qu'elle procède à son élection définitive.

Luxembourg, le 06 octobre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010132688/15.

(100151448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

LimeStone Opportunities Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 134.856.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 4 juin 2009

- Les mandats d'Administrateur de Monsieur Paavo POLD, demeurant au 3, Vahtra tee, Haabneeme, EST - 74013 VIIMSI, Monsieur Alvar ROOSIMAA, demeurant au 21-46, Liivalaia, EST - 10118 TALLINN et Monsieur Matis TOMISTE, demeurant au 5-4, Suda, EST - 10118 TALLINN sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans. Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., ayant son siège social au 26, Rue Louvigny, L-1946 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de 6 ans. Il viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Fait le 4 juin 2009.

Certifié sincère et conforme

LIMESTONE OPPORTUNITIES FUND MANAGEMENT S.A.

Paavo POLD / Alvar ROOSIMAA

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010132682/20.

(100151760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Klepper Distribution Electro-Ménagers SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3364 Leudelange, 5, rue du Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 52.177.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010132676/10.

(100151770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

LimeStone Opportunities Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 134.856.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LIMESTONE OPPORTUNITIES FUND MANAGEMENT S.A.

Paavo POLD / Alvar ROOSIMAA

Director / Director

Référence de publication: 2010132681/12.

(100151759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Luxholdco GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 124.708.

—
Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant:

- Monsieur Richard BUTLER, Gérant de classe A, dont l'adresse professionnelle est désormais située au 34 St James's Street, 4th Floor, London SW1A 1HD.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil de Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2010.

Pour LUXHOLDCO GP S.à r.l.

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010132683/17.

(100151259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Lago Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 109.901.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2010132684/10.

(100151508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Build Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 155.129.

In the year two thousand and ten, on the twenty eight of September.

Before the undersigned, Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

"Build Participations S.C.A.", a société en commandite par actions, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the "R.C.S.") under number B 155128 (the "Sole Shareholder"),

Acting by its general partner "Build Management S.A.", a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the R.C.S. under number B 155127,

here represented by Régis Galiotto, jurist, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the parties appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of "Build Finance S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the R.C.S. under number B 155129, incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 18 August 2010, whose articles of incorporation (the "Articles") have not yet been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company"). The Articles of the Company have not been amended since its incorporation.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions taken in accordance with the provisions of article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended pursuant to which a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing and of article 13.2 of the Articles:

First resolution

The Sole Shareholder decides to change the nominal value of the existing shares of the Company from one euro (EUR 1.-) to ten euro cent (EUR 0.10) each by the issuance of one hundred and twelve thousand five hundred (112,500) new shares, having the same rights and obligations as the existing shares, with a nominal value of ten euro cent (EUR 0.10) each (the "Nominal Value Change New Shares"), which shall be allocated to the Sole Shareholder, and therefore the Company's issued share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) shall be divided into one hundred and twenty five thousand (125,000) shares having a nominal value of ten euro cent (EUR 0.10) each, all held by the Sole Shareholder.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to increase the issued share capital of the Company by thirty two thousand seven hundred and fifty euro (EUR 32,750.-), so as to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred euro

(EUR 12,500.-) to forty five thousand two hundred and fifty euro (EUR 45,250.-), by creating and issuing three hundred twenty seven thousand five hundred (327,500) new shares (the "Capital Increase New Shares"), having the same rights and obligations as the Nominal Value Change New Shares, with a nominal value of ten euro cent (EUR 0.10) each, being issued with a total share premium of two hundred ninety four thousand seven hundred and fifty euro (EUR 294,750.-).

All the Capital Increase New Shares are subscribed for by the Sole Shareholder, prenamed, being the sole existing shareholder of the Company. Such Capital Increase New Shares are to be paid up by a contribution in cash. The global amount of three hundred twenty seven thousand five hundred euro (EUR 327,500.-) relating to the Capital Increase New Shares subscribed by the Sole Shareholder, prenamed, shall be allocated as follows: thirty two thousand seven hundred and fifty euro (EUR 32,750.-) are allocated to the share capital of the Company and two hundred ninety four thousand seven hundred and fifty euro (EUR 294,750.-) are allocated to the share premium account of the Company.

Therefore, the global contribution of three hundred twenty seven thousand five hundred euro (EUR 327,500.-) for the Capital Increase New Shares will be allocated as follows: thirty two thousand seven hundred and fifty euro (EUR 32,750.-) are allocated to the share capital of the Company and two hundred ninety four thousand seven hundred and fifty euro (EUR 294,750.-) are allocated to the share premium account of the Company.

The proof of the amount of three hundred twenty seven thousand five hundred euro (EUR 327,500.-) in respect of this global cash contribution is at the disposal of the Company has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges receipt of the proof of payment.

Third resolution

In order to reflect the decisions contained in the first and the second resolution, the Sole Shareholder decides to amend Article 5.1 of the Articles of the Company, which shall henceforth read as follows:

"5.1. The corporate capital is fixed at forty five thousand two hundred and fifty euro (EUR 45,250.-) represented by four hundred and fifty two thousand five hundred (452,500) shares with a nominal value of ten euro cent (EUR 0.10) each (hereafter referred to as a "Share" and collectively as the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders"."

Fourth resolution

The Sole Shareholder decides to amend Article 8.2 of the Articles of the Company, which shall henceforth read as follows:

"8.2. The Sole Manager or the members of the Board of Managers may be removed at any time by decision of the extraordinary general meeting of the Shareholders taken in compliance with articles 14 and 15."

Fifth resolution

The Sole Shareholder decides to include a new article 13.4 in the Articles of the Company, which shall henceforth read as follows:

"13.4. In accordance with article 9 of the law dated 5 August 2005 on financial collateral arrangements, the voting rights attaching to the Shares may be exercised by any person in favor of whom such Shares have been pledged. Such person may, if and to the extent agreed with the shareholder having pledged the Shares, also exercise all rights of the relevant shareholder in relation to the convening of a meeting of shareholders or the adoption of shareholder resolutions, including, for the avoidance of doubt, the right to request the Board of Managers to convene a meeting of shareholders and to request items to be added to the agenda, to convene such meeting itself and to propose and adopt resolutions in written form.

Any such agreement between a shareholder and a pledgee governing the above rights disclosed to the Company shall be given effect to by it and any decision will be validly adopted only if adopted in accordance with these provisions."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to € 1,800 (one thousand eight hundred euro).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

En l'an deux mille dix, le vingt-huit septembre.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

"Build Participations S.C.A.", une société en commandite par actions constituée selon le droit du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (ci après le "R.C.S.") sous le numéro B 155128, (l'"Associé Unique"),

Agissant par le biais de son gérant commandité "Build Management S.A.", une société anonyme, constituée selon le droit du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du R.C.S. sous le numéro B 155127,

ici représentée par Régis Galiotto, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de «Build Finance S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155129, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 18 août 2010, et dont les statuts (les "Statuts") n'ont pas encore été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la "Société"). Les Statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

La partie comparante représentant l'intégralité du capital social requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes prises conformément aux dispositions de l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, en vertu duquel un associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront actées dans des procès-verbaux ou prises par écrit, et conformément aux dispositions de l'article 13.2 des Statuts:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer la valeur nominale des parts sociales existantes de la Société de un euro (1,- EUR) à dix centimes d'euros (0,10 EUR) chacune, par le biais de l'émission de cent douze mille cinq cents (112.500) nouvelles parts sociales, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, et ayant une valeur nominale de dix centimes d'euros (0,10 EUR) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales Liées au Changement de Valeur Nominale"), qui sont attribuées à l'Associé Unique, et par conséquent le capital social émis de la Société de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) sera divisé en cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales d'une valeur nominale de dix centimes d'euros (0,10 EUR) chacune, toutes détenues par l'Associé Unique.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société de trente-deux mille sept cent cinquante euros (32.750,- EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) à quarante-cinq mille deux cent cinquante euros (45.250 EUR), par la création et l'émission de trois cent vingt-sept mille cinq cents (327.500) nouvelles parts sociales (les "Nouvelles Parts Sociales Liées à l'Augmentation de Capital"), chacune de ces Nouvelles Parts Sociales Liées à l'Augmentation de Capital ayant les mêmes droits et obligations que les Nouvelles Parts Sociales Liées au Changement de Valeur Nominale, avec une valeur nominale de dix centimes d'euro (0,10 EUR) chacune, étant émises avec une prime d'émission totale de deux cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent cinquante euros (294.750 EUR).

L'ensemble des Nouvelles Parts Sociales Liées à l'Augmentation de Capital sont souscrites par l'Associé Unique, pré-ommé, étant le seul associé de la Société. Ces Nouvelles Parts Sociales Liées à l'Augmentation de Capital sont payées par un apport en numéraire. Le montant global de trois cent vingt-sept mille cinq cents euros (327.500,- EUR) pour les Nouvelles Parts Sociales Liées à l'Augmentation de Capital souscrites par l'Associé Unique sera alloué comme suit : trente-deux mille sept cent cinquante euros (32.750,- EUR) sont alloués au capital social de la Société et deux cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent cinquante euros (294.750 EUR) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société

Par conséquent, l'apport total de trois cent vingt-sept mille cinq cents euros (327.500,- EUR) pour les Nouvelles Parts Sociales Liées à l'Augmentation de Capital sera alloué comme suit: trente-deux mille sept cent cinquante euros (32.750,- EUR) sont alloués au capital social de la Société et deux cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent cinquante euros (294.750 EUR) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

La preuve que le montant de trois cent vingt-sept mille cinq cents euros (327.500,- EUR) correspondant à l'apport global en numéraire est à la libre disposition de la Société a été donnée au notaire soussigné, qui reconnaît expressément avoir reçu la preuve du paiement.

Troisième résolution

Afin de refléter les décisions contenues dans les deux résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

"5.1. Le capital social souscrit est fixé à quarante-cinq mille deux cent cinquante euros (45.250 EUR) représentés par quatre cent cinquante-deux mille cinq cents (452.500) parts sociales, ayant une valeur nominale de dix centimes d'euro (0,10 EUR) chacune (ci-après une «Part Sociale» et collectivement les «Parts Sociales»). Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après comme les «Associés»."

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 8.2 des Statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

"8.2. Le Gérant Unique ou les membres du Conseil de Gérance peuvent être révoqués à tout moment par une décision d'une assemblée générale extraordinaire des Associés conformément aux articles 14 et 15."

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide d'insérer un nouvel article 13.4 dans les Statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

"13.4. Conformément à l'article 9 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, les droits de vote attachés aux Parts Sociales pourront être exercés par toute personne en faveur de qui ces Parts Sociales auront été nanties. Cette personne pourra également, si et dans la mesure où cela a été convenu avec l'associé ayant nanti les Parts Sociales, exercer tous les droits de cet associé concernant la convocation d'une assemblée des associés ou l'adoption de résolutions d'associés, y compris, pour éviter tout doute, le droit de demander au Conseil de Gérance de convoquer une réunion des associés et de requérir que des points soient ajoutés à l'ordre du jour, de convoquer lui-même une telle réunion des associés et de proposer et d'adopter des résolutions sous forme écrite. Tout accord entre un associé et un créancier gagiste régissant les droits précités et communiqué à la Société lui sera opposable et toute décision ne sera valablement prise que si elle est adoptée en conformité avec ces dispositions."

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de € 1.800 (mille huit cents euros).

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 29 septembre 2010. Relation: LAC/2010/42374. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée à la société sur sa demande

Luxembourg, le 05 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132500/187.

(100151643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Liberty Modul Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 129.238.

Changement dans la composition du conseil d'administration

Monsieur Jean-François Parent, Administrateur, a donné sa démission suivant lettre du 19 juillet 2010. Dès lors, il n'est plus membre du Conseil d'Administration de la société Liberty Modul Invest SA. avec effet au 19 juillet 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2010.

LIBERTY MODUL INVEST S.A.

Lue Gaspéri / Gérard Bentzmann

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010132689/15.

(100151718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

LPM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 133.349.

—
EXTRAIT

En date du 06 octobre 2010, le Conseil d'administration coopte Madame Valérie WESQUY, employée privée, avec adresse professionnelle au 3, rue Belle-Vue, L-1227 Luxembourg, en remplacement de Madame Annalisa CIAMPOLI. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion pour qu'elle procède à son élection définitive.

Luxembourg, le 06 octobre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010132690/15.

(100151476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Build Management 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 155.121.

—
In the year two thousand and ten on the twenty eight of September.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Build Management 2 SA, a société anonyme incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155121, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, prenamed dated 18 August 2010 (the "Company"), not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company (the "Articles") have never been amended since its incorporation.

The meeting is opened by Regis Galiotto, jurist, with professional address in Luxembourg, being in the chair (the "Chairman").

The Chairman appointed as Secretary, Alice Zutterling, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as Scrutineer, Alice Zutterling, with professional address in Luxembourg.

These appointments having been made, the Chairman declared that and requested the notary to state that:

I.- The sole shareholder represented and the number of shares held by it are indicated on an attendance list. This list and the proxy, after having been signed by the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

II.- This attendance list shows that all the thirty one thousand (31,000) shares of the Company representing 100% per cent of the share capital of the Company, are represented at the present extraordinary general meeting so that the meeting can validly decide on all the issues of the agenda of which the sole shareholder has been informed beforehand.

III.- The sole shareholder represented declares to have been duly informed of the holding of the present meeting and of its agenda and decides to waive all convening notices procedure in relation to this meeting.

IV. - The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Decision to include a new second paragraph in article 18 of the Articles of the Company, which shall read as follows: "In accordance with article 9 of the law dated 5 August 2005 on financial collateral arrangements, the voting rights attaching to the Shares may be exercised by any person in favor of whom such Shares have been pledged. Such person may, if and to the extent agreed with the shareholder having pledged the Shares, also exercise all rights of the relevant shareholder in relation to the convening of a meeting of shareholders or the adoption of shareholder resolutions, including, for the avoidance of doubt, the right to request the Board of Directors to convene a meeting of shareholders and to request items to be added to the agenda, to convene such meeting itself and to propose and adopt resolutions in written form. Any such agreement between a shareholder and a pledgee governing the above rights disclosed to the Company shall be given effect to by it and any decision will be validly adopted only if adopted in accordance with these provisions".

2. Decision to amend article 18 of the Articles so as to reflect the above proposed decision.

3. Miscellaneous.

After due and careful consideration of the agenda, the following resolutions are taken:

First resolution

The sole shareholder decides to include a new second paragraph in article 18 of the Articles of the Company, which shall read as follows:

"In accordance with article 9 of the law dated 5 August 2005 on financial collateral arrangements, the voting rights attaching to the Shares may be exercised by any person in favor of whom such Shares have been pledged. Such person may, if and to the extent agreed with the shareholder having pledged the Shares, also exercise all rights of the relevant shareholder in relation to the convening of a meeting of shareholders or the adoption of shareholder resolutions, including, for the avoidance of doubt, the right to request the Board of Directors to convene a meeting of shareholders and to request items to be added to the agenda, to convene such meeting itself and to propose and adopt resolutions in written form. Any such agreement between a shareholder and a pledgee governing the above rights disclosed to the Company shall be given effect to by it and any decision will be validly adopted only if adopted in accordance with these provisions".

Second resolution

In order to reflect the decision taken in the above resolution, the sole shareholder decides to amend the current article 18 of the Articles of the Company, which shall henceforth read as follows:

"18. Votes. Each Share is entitled to one vote. A shareholder may be represented at any general meeting, even the annual general meeting of Shareholders, by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

In accordance with article 9 of the law dated 5 August 2005 on financial collateral arrangements, the voting rights attaching to the Shares may be exercised by any person in favor of whom such Shares have been pledged. Such person may, if and to the extent agreed with the shareholder having pledged the Shares, also exercise all rights of the relevant shareholder in relation to the convening of a meeting of shareholders or the adoption of shareholder resolutions, including, for the avoidance of doubt, the right to request the Board of Directors to convene a meeting of shareholders and to request items to be added to the agenda, to convene such meeting itself and to propose and adopt resolutions in written form. Any such agreement between a shareholder and a pledgee governing the above rights disclosed to the Company shall be given effect to by it and any decision will be validly adopted only if adopted in accordance with these provisions."

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form, whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately € 1,500 (one thousand five hundred Euros).

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, said appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-huit septembre,

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de Build Management 2 SA, une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.155121, constituée suivant un acte notarié de Maître Joseph Elvinger, susmentionné, du 18 août 2010 (la "Société"), non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les "Statuts") n'ont jamais été modifiés depuis sa constitution.

L'assemblée est ouverte par Régis Galiotto, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, étant le président (le "Président").

Le Président désigne comme Secrétaire Alice Zutterling, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme Scrutateur Alice Zutterling, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

Ces nominations ayant été faites, le Président déclare et requiert du notaire qu'il acte que:

I.- L'actionnaire unique représenté et le nombre d'actions détenues par lui sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, après avoir été signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Il ressort de la liste de présence que les trente et un mille (31.000) actions de la Société représentant 100% du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de telle façon que l'as-

semblée puisse valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour et dont l'actionnaire unique a été préalablement informés.

III.- L'actionnaire unique représenté déclare avoir été valablement informé de la tenue de cette assemblée et de son ordre du jour et décide de renoncer à toutes les formalités de convocation en relation avec cette assemblée.

IV.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Décision d'introduire un nouveau second paragraphe dans l'article 18 des Statuts de la Société qui aura la teneur suivante: "Conformément à l'article 9 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, les droits de vote attachés aux Actions pourront être exercés par toute personne en faveur de qui ces Actions auront été nanties. Cette personne pourra également, si et dans la mesure où cela a été convenu avec l'actionnaire ayant nanti les Actions, exercer tous les droits de cet actionnaire concernant la convocation d'une assemblée des actionnaires ou l'adoption de résolutions d'actionnaires, y compris, pour éviter tout doute, le droit de demander au Conseil d'Administration de convoquer une réunion des actionnaires et de requérir que des points soient ajoutés à l'ordre du jour, de convoquer lui-même une telle réunion des actionnaires et de proposer et d'adopter des résolutions sous forme écrite. Tout accord entre un actionnaire et un créancier gagiste régissant les droits précités et communiqué à la Société lui sera opposable et toute décision ne sera valablement prise que si elle est adoptée en conformité avec ces dispositions".

2. Décision de modifier l'article 18 des Statuts afin de refléter la modification proposée ci-dessus.

3. Divers

Après lecture attentive de l'ordre du jour, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

L'actionnaire unique décide d'introduire un nouveau second paragraphe dans l'article 18 des Statuts de la Société, qui se lira comme suit:

"Conformément à l'article 9 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, les droits de vote attachés aux Actions pourront être exercés par toute personne en faveur de qui ces Actions auront été nanties. Cette personne pourra également, si et dans la mesure où cela a été convenu avec l'actionnaire ayant nanti les Actions, exercer tous les droits de cet actionnaire concernant la convocation d'une assemblée des actionnaires ou l'adoption de résolutions d'actionnaires, y compris, pour éviter tout doute, le droit de demander au Conseil d'Administration de convoquer une réunion des actionnaires et de requérir que des points soient ajoutés à l'ordre du jour, de convoquer lui-même une telle réunion des actionnaires et de proposer et d'adopter des résolutions sous forme écrite. Tout accord entre un actionnaire et un créancier gagiste régissant les droits précités et communiqué à la Société lui sera opposable et toute décision ne sera valablement prise que si elle est adoptée en conformité avec ces dispositions".

Seconde résolution

Afin de refléter la décision prise dans la résolution précédente, l'actionnaire unique décide de modifier l'article 18 actuel des Statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

"18. Votes. Chaque Action donne droit à une voix. Un Actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des Actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des Actionnaires, en nommant par écrit (ou par fax ou email ou autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire et qui est par conséquent habilité à voter par procuration

Conformément à l'article 9 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, les droits de vote attachés aux Actions pourront être exercés par toute personne en faveur de qui ces Actions auront été nanties. Cette personne pourra également, si et dans la mesure où cela a été convenu avec l'actionnaire ayant nanti les Actions, exercer tous les droits de cet actionnaire concernant la convocation d'une assemblée des actionnaires ou l'adoption de résolutions d'actionnaires, y compris, pour éviter tout doute, le droit de demander au Conseil d'Administration de convoquer une réunion des actionnaires et de requérir que des points soient ajoutés à l'ordre du jour, de convoquer lui-même une telle réunion des actionnaires et de proposer et d'adopter des résolutions sous forme écrite. Tout accord entre un actionnaire et un créancier gagiste régissant les droits précités et communiqué à la Société lui sera opposable et toute décision ne sera valablement prise que si elle est adoptée en conformité avec ces dispositions."

Coûts

Les frais, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société en conséquence du présent acte s'élèveront à approximativement € 1.500 (mille cinq cents Euros).

Aucun autre sujet ne figurant à l'ordre du jour, et personne n'ayant pris la parole, l'assemblée générale a été clôturée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française, à la demande de ces mêmes personnes, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Sur quoi le présent acte a été établi à Luxembourg, à la date mentionnée au début du présent acte.

Après que lecture de l'acte a été faite aux personnes comparantes, connues du notaire par leur nom, prénom, statut marital et lieu de résidence, lesdites personnes comparantes ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, A. ZUTTERLING, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 29 septembre 2010 Relation: LAC/2010/42376 Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Releveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur sa demande

Luxembourg, le 05 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132506/159.

(100151687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

JP/LX BC Stereo IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.382.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 59797 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010132659/10.

(100151223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

JP/LX BC Stereo V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.381.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 59798 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010132660/10.

(100151213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Korea Confectionery (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.570.600,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 88.715.

Les comptes de clôture de liquidation pour la période du 1^{er} juillet 2010 au 15 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132664/12.

(100151565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Kidder Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 80.822.

Les comptes annuels au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010132674/9.

(100151058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Build Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 155.127.

In the year two thousand and ten on the twenty eight of September.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Build Management SA, a société anonyme incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155127, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, prenamed dated 18 August 2010 (the "Company"), not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company (the "Articles") have never been amended since its incorporation.

The meeting is opened by Regis Galiotto, jurist, with professional address in Luxembourg, being in the chair (the "Chairman").

The Chairman appointed as Secretary, Alice Zutterling, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as Scrutineer, Alice Zutterling, with professional address in Luxembourg.

These appointments having been made, the Chairman declared that and requested the notary to state that:

I.- The sole shareholder represented and the number of shares held by it are indicated on an attendance list. This list and the proxy, after having been signed by the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

II.- This attendance list shows that all the thirty one thousand (31,000) shares of the Company representing 100% per cent of the share capital of the Company, are represented at the present extraordinary general meeting so that the meeting can validly decide on all the issues of the agenda of which the sole shareholder has been informed beforehand.

III.- The sole shareholder represented declares to have been duly informed of the holding of the present meeting and of its agenda and decides to waive all convening notices procedure in relation to this meeting.

IV. - The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Decision to include a new second paragraph in article 18 of the Articles of the Company, which shall read as follows: "In accordance with article 9 of the law dated 5 August 2005 on financial collateral arrangements, the voting rights attaching to the Shares may be exercised by any person in favor of whom such Shares have been pledged. Such person may, if and to the extent agreed with the shareholder having pledged the Shares, also exercise all rights of the relevant shareholder in relation to the convening of a meeting of shareholders or the adoption of shareholder resolutions, including, for the avoidance of doubt, the right to request the Board of Directors to convene a meeting of shareholders and to request items to be added to the agenda, to convene such meeting itself and to propose and adopt resolutions in written form. Any such agreement between a shareholder and a pledgee governing the above rights disclosed to the Company shall be given effect to by it and any decision will be validly adopted only if adopted in accordance with these provisions".

2. Decision to amend article 18 of the Articles so as to reflect the above proposed decision.

3. Miscellaneous.

After due and careful consideration of the agenda, the following resolutions are taken:

First resolution

The sole shareholder decides to include a new second paragraph in article 18 of the Articles of the Company, which shall read as follows:

"In accordance with article 9 of the law dated 5 August 2005 on financial collateral arrangements, the voting rights attaching to the Shares may be exercised by any person in favor of whom such Shares have been pledged. Such person may, if and to the extent agreed with the shareholder having pledged the Shares, also exercise all rights of the relevant shareholder in relation to the convening of a meeting of shareholders or the adoption of shareholder resolutions, including, for the avoidance of doubt, the right to request the Board of Directors to convene a meeting of shareholders and to request items to be added to the agenda, to convene such meeting itself and to propose and adopt resolutions in written form. Any such agreement between a shareholder and a pledgee governing the above rights disclosed to the Company shall be given effect to by it and any decision will be validly adopted only if adopted in accordance with these provisions".

Second resolution

In order to reflect the decision taken in the above resolution, the sole shareholder decides to amend the current article 18 of the Articles of the Company, which shall henceforth read as follows:

"18. Votes. Each Share is entitled to one vote. A shareholder may be represented at any general meeting, even the annual general meeting of Shareholders, by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

In accordance with article 9 of the law dated 5 August 2005 on financial collateral arrangements, the voting rights attaching to the Shares may be exercised by any person in favor of whom such Shares have been pledged. Such person may, if and to the extent agreed with the shareholder having pledged the Shares, also exercise all rights of the relevant shareholder in relation to the convening of a meeting of shareholders or the adoption of shareholder resolutions, including, for the avoidance of doubt, the right to request the Board of Directors to convene a meeting of shareholders and to request items to be added to the agenda, to convene such meeting itself and to propose and adopt resolutions in written

form. Any such agreement between a shareholder and a pledgee governing the above rights disclosed to the Company shall be given effect to by it and any decision will be validly adopted only if adopted in accordance with these provisions."

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form, whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately € 1,500 (one thousand five hundred Euros).

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, said appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-huit septembre,

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de Build Management SA, une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.155127, constituée suivant un acte notarié de Maître Joseph Elvinger, susmentionné, du 18 août 2010 (la "Société"), non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les "Statuts") n'ont jamais été modifiés depuis sa constitution.

L'assemblée est ouverte par Régis Galiotto, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, étant le président (le "Président").

Le Président désigne comme Secrétaire Alice Zutterling, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme Scrutateur Alice Zutterling, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

Ces nominations ayant été faites, le Président déclare et requiert du notaire qu'il acte que:

I.- L'actionnaire unique représenté et le nombre d'actions détenues par lui sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, après avoir été signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Il ressort de la liste de présence que les trente et un mille (31.000) actions de la Société représentant 100% du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de telle façon que l'assemblée puisse valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour et dont l'actionnaire unique a été préalablement informés.

III.- L'actionnaire unique représenté déclare avoir été valablement informé de la tenue de cette assemblée et de son ordre du jour et décide de renoncer à toutes les formalités de convocation en relation avec cette assemblée.

IV.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Décision d'introduire un nouveau second paragraphe dans l'article 18 des Statuts de la Société qui aura la teneur suivante: "Conformément à l'article 9 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, les droits de vote attachés aux Actions pourront être exercés par toute personne en faveur de qui ces Actions auront été nanties. Cette personne pourra également, si et dans la mesure où cela a été convenu avec l'actionnaire ayant nanti les Actions, exercer tous les droits de cet actionnaire concernant la convocation d'une assemblée des actionnaires ou l'adoption de résolutions d'actionnaires, y compris, pour éviter tout doute, le droit de demander au Conseil d'Administration de convoquer une réunion des actionnaires et de requérir que des points soient ajoutés à l'ordre du jour, de convoquer lui-même une telle réunion des actionnaires et de proposer et d'adopter des résolutions sous forme écrite. Tout accord entre un actionnaire et un créancier gagiste régissant les droits précités et communiqué à la Société lui sera opposable et toute décision ne sera valablement prise que si elle est adoptée en conformité avec ces dispositions".

2. Décision de modifier l'article 18 des Statuts afin de refléter la modification proposée ci-dessus.

3. Divers

Après lecture attentive de l'ordre du jour, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

L'actionnaire unique décide d'introduire un nouveau second paragraphe dans l'article 18 des Statuts de la Société, qui se lira comme suit:

"Conformément à l'article 9 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, les droits de vote attachés aux Actions pourront être exercés par toute personne en faveur de qui ces Actions auront été nanties. Cette personne pourra également, si et dans la mesure où cela a été convenu avec l'actionnaire ayant nanti les Actions, exercer tous les droits de cet actionnaire concernant la convocation d'une assemblée des actionnaires ou l'adoption de résolutions d'actionnaires, y compris, pour éviter tout doute, le droit de demander au Conseil d'Administration de convoquer une réunion des actionnaires et de requérir que des points soient ajoutés à l'ordre du jour, de convoquer lui-même une telle réunion des actionnaires et de proposer et d'adopter des résolutions sous forme écrite. Tout accord entre un actionnaire et un créancier gagiste régissant les droits précités et communiqué à la Société lui sera opposable et toute décision ne sera valablement prise que si elle est adoptée en conformité avec ces dispositions".

Seconde résolution

Afin de refléter la décision prise dans la résolution précédente, l'actionnaire unique décide de modifier l'article 18 actuel des Statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

"18. Votes. Chaque Action donne droit à une voix. Un Actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des Actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des Actionnaires, en nommant par écrit (ou par fax ou email ou autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire et qui est par conséquent habilité à voter par procuration

Conformément à l'article 9 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, les droits de vote attachés aux Actions pourront être exercés par toute personne en faveur de qui ces Actions auront été nanties. Cette personne pourra également, si et dans la mesure où cela a été convenu avec l'actionnaire ayant nanti les Actions, exercer tous les droits de cet actionnaire concernant la convocation d'une assemblée des actionnaires ou l'adoption de résolutions d'actionnaires, y compris, pour éviter tout doute, le droit de demander au Conseil d'Administration de convoquer une réunion des actionnaires et de requérir que des points soient ajoutés à l'ordre du jour, de convoquer lui-même une telle réunion des actionnaires et de proposer et d'adopter des résolutions sous forme écrite. Tout accord entre un actionnaire et un créancier gagiste régissant les droits précités et communiqué à la Société lui sera opposable et toute décision ne sera valablement prise que si elle est adoptée en conformité avec ces dispositions."

Coûts

Les frais, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société en conséquence du présent acte s'élèveront à approximativement € 1.500 (mille cinq cent Euros).

Aucun autre sujet ne figurant à l'ordre du jour, et personne n'ayant pris la parole, l'assemblée générale a été clôturée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française, à la demande de ces mêmes personnes, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Sur quoi le présent acte a été établi à Luxembourg, à la date mentionnée au début du présent acte.

Après que lecture de l'acte a été faite aux personnes comparantes, connues du notaire par leur nom, prénom, statut marital et lieu de résidence, lesdites personnes comparantes ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, A. ZUTTERLING, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 29 septembre 2010 Relation: LAC/2010/42375 Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur sa demande

Luxembourg, le 05 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132504/159.

(100151655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Merlin Entertainments Group Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 346.300,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 109.647.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 5 octobre 2010

En date du 5 octobre 2010, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:
de révoquer Monsieur Robert Friedman en tant que gérant de la Société avec effet immédiat.

Depuis lors, le conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

Monsieur John Sutherland

Monsieur Colin North Armstrong

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2010.

Merlin Entertainments Group Luxembourg 3 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010132695/18.

(100151543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Muse Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 120.601.

Extrait des décisions prises par les associée en date du 6 octobre 2010

1. Monsieur Yariv MILCHAN a démissionné de son mandat de gérant B.
2. Monsieur Glenn WEIN a démissionné de son mandat de gérant B.
3. Le nombre des gérants B a été réduit de 3 (trois) à 1 (un).

Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Muse Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010132697/15.

(100151518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

BBA Aviation Luxembourg Financial Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 517.486.100,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.610.

In the year two thousand and ten, on the eighth day of September.

In front of Maître Francis Kessler, notary public residing in Eschsur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

BBA Aviation Luxembourg Holdings S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg ("Lux Hold Co").

hereby represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerck, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Eschsur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of "BBA Aviation Luxembourg Financial Services S.à r.l.", a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed enacted by the undersigned notary, on August 26th, 2010, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register and not yet published in the "Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations" (the "Company").

II.- That the 200 (two hundred) shares having a nominal value of USD 100 (one hundred United States Dollars) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the sole shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 517,466,100 (five hundred seventeen million four hundred sixty-six thousand one hundred United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) to USD 517,486,100 (five hundred seventeen million four hundred eighty-six thousand one hundred United States Dollars) by the issue of 5,174,661 (five million one hundred seventyfour thousand six hundred sixty-one) new shares with a nominal value of USD 100 (one hundred United States Dollars) each, the whole to be fully paid up through a contribution in kind;

3. Subscription and payment by BBA Luxembourg Investments S.à r.l. of the new shares by way of a contribution in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Subsequent amendment of article 8 of the articles of association of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the sole shareholder of the Company, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the sole shareholder waives its right to prior notice of the current meeting; the sole shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the sole shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to carefully examine each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 517,466,100 (five hundred seventeen million four hundred sixty-six thousand one hundred United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) to USD 517,486,100 (five hundred seventeen million four hundred eighty-six thousand one hundred United States Dollars) by the issuance of 5,174,661 (five million one hundred seventy-four thousand six hundred sixty-one) new shares with a nominal value of USD 100 (one hundred United States Dollars) each (the "New Shares").

The whole is to be fully paid up through a contribution in kind by BBA Luxembourg Investments S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg (the "Contributor"), consisting of 91.06 % (ninety-one point zero six percent) of the shares with a nominal value of USD 500 (five hundred United States Dollars) each held in BBA US Investments S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and its principal place of business at 20, Balderton Street, London, W1K 6TL, United Kingdom (the "Contribution").

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Contributor of the New Shares referred to above through the Contribution.

Contributor's Intervention – Subscription – Payment

Thereupon intervenes the Contributor, here represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal here annexed and declares to subscribe the New Shares. The New Shares have been fully paid up by the Contributor through the Contribution.

Valuation

The net value of the Contribution amounts to USD 517,466,100 (five hundred seventeen million four hundred sixty-six thousand one hundred United States Dollars).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 8 September 2010, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the Contribution has been given to the Company.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

a) Mr. Daniel Marciniak, category A manager, with professional address at BBA Aviation, 201 S. Orange Ave., Suite 1425, Orlando, FL 32801, United States of America;

b) Mr. Michael Lange, category B manager, with professional address at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and

c) Mr. Iain Macleod, category B manager, with professional address at 59, Cite Millewee, L-8064 Bertrange, Grand-Duchy of Luxembourg.

all represented here by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, in accordance with the provisions of the statement of contribution value established on 8 September 2010.;

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- Lux Hold Co: 200 (two hundred) shares; and
- the Contributor: 5,174,661 (five million one hundred seventy-four thousand six hundred sixty-one) shares.

The notary acts that all the 5,174,861 (five million one hundred seventy-four thousand eight hundred sixty-one) shares, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend article 8 of the Company's articles of association so that to read as follows:

“ **Art. 8.** The Company's share capital is set at USD 517,486,100 (five hundred seventeen million four hundred eighty-six thousand one hundred United States Dollars), represented by 5,174,861 (five million one hundred seventy-four thousand eight hundred sixty-one) shares with a nominal value of USD 100 (one hundred United States Dollars) each.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

”

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about six thousand seven hundred euro (€ 6,700.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le huitième jour de septembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire public résidant à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

BBA Aviation Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg («Lux Hold Co»).

ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été paraphée "ne varietur" par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I - La partie comparante est l'associé unique de «BBA Aviation Luxembourg Financial Services S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, constituée par acte pris par le notaire instrumentant, en date du 26 août 2010, en cours d'enregistrement auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et pas encore publié dans le «Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (la «Société»).

II – Que les 200 (deux cent) parts sociales ayant une valeur nominale de 100 USD (cent Dollars américains) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont l'associé unique reconnaît avoir été dûment préalablement informé.

III- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 517.466.100 USD (cinq cent dix-sept millions quatre cent soixante-six mille cent Dollars américains) afin de le porter de son montant actuel de 20.000 USD (vingt mille Dollars américains) à 517.486.100 USD (cinq cent dix-sept millions quatre cent quatre-vingt-six mille cent Dollars américains) par l'émission de 5.174.661 (cinq millions cent soixante-quatorze mille six cent soixante-et-une) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 100 USD (cent Dollars américains) chacune, le tout devant être payé au moyen d'un apport en nature;

3. Souscription et paiement par BBA Luxembourg Investments S.à r.l. des nouvelles parts sociales au moyen d'un apport en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

5. Modification subséquente de l'article 8 des statuts de la Société; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'associé unique de la Société, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'associé unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée; l'associé unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'associé unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 517.466.100 USD (cinq cent dix-sept millions quatre cent soixante-six mille cent Dollars américains), afin de le porter de son montant actuel de 20.000 USD (vingt mille Dollars américains) à 517.486.100 USD (cinq cent dix-sept millions quatre cent quatre-vingt-six mille cent Dollars américains) par l'émission de 5.174.661 (cinq millions cent soixante-quatorze mille six cent soixante-et-une) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 100 USD (cent Dollars américains) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»).

Le tout devant être payé au moyen d'un apport en nature par BBA Luxembourg Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg (l'«Apporteur»), consistant en 91,06 % (quatre-vingt-onze virgule zéro six pour cent) des parts sociales d'une valeur nominale de 500 USD (cinq cent Dollars américains) chacune détenues dans BBA US Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et son principal établissement au 20, Balderton Street, Londres, W1K 6TL, Royaume Uni (l'«Apport»).

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Apporteur des Nouvelles Parts Sociales mentionnées ci-dessus au moyen de l'Apport.

Intervention de l'apporteur – Souscription - Paiement

Intervient alors l'Apporteur, ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé ci-annexée et qui déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales. Les Nouvelles Parts Sociales ont été payées par l'Apporteur au moyen de l'Apport.

Évaluation

La valeur nette de l'Apport s'élève à 517,466,100 USD (cinq cent dix-sept millions quatre cent soixante-six mille cent Dollars américains).

Une telle évaluation a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration de valeur de l'apport datée du 8 septembre 2010, qui devra rester annexée à cet acte pour être soumis avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Preuve de l'existence de l'Apport

Une preuve de l'Apport a été donnée à la Société.

Intervention des gérants

Interviennent alors:

a) M. Daniel Marcinik, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle à BBA Aviation, 201 S. Orange Ave., Suite 1425, Orlando, FL 32801, Etats-Unis d'Amérique;

b) M. Michael Lange, gérant de catégorie B, avec adresse professionnelle au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg; et

c) M. Iain Macleod, gérant de catégorie B, avec adresse professionnelle au 59, Cite Millewee, L-8064 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg.

tous représentés par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, précitée, en vertu des dispositions de la déclaration de valeur d'apport établie le 8 septembre 2010.

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement responsables en tant que gérants de la Société en raison de l'Apport, s'accordent expressément avec la description de cet Apport, avec son évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, l'actionnariat de la Société est désormais composé de:

- Lux Hold Co: 200 (deux cent) parts sociales; et
- l'Apporteur: 5.174.661 (cinq millions cent soixante-quatorze mille six cent soixante-et-une) parts sociales.

Le notaire constate que les 5.174.861 (cinq millions cent soixante-quatorze mille huit cent soixante-et-une) parts sociales, représentant la totalité du capital social de la Société sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur les résolutions à prendre ci-dessus.

Cinquième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, et de l'Apport qui a été entièrement réalisé, il est décidé de modifier l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital de la Société est fixé à 517.486.100 USD (cinq cent dix-sept millions quatre cent quatre-vingt-six mille cent Dollars américains), représentés par 5.174.861 (cinq millions cent soixantequatorze mille huit cent soixante-et-une) parts sociales d'une valeur nominale de 100 USD (cent Dollars américains) chacune.

Le montant du capital social de la Société peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés (selon le cas) adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.»

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, de quelque type que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec cette augmentation de capital, ont été estimés à environ six mille sept cents euros (€ 6.700,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

A la suite de quoi le présent acte notarié a été rédigé à Esch-sur-Alzette, au jour indiqué en tête du présent document.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête des personnes comparantes les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: Conde, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 septembre 2010. Relation: EAC/2010/10866. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2010132515/231.

(100151117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Matterhorn Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 44.000,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 109.894.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132702/11.

(100151038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Matterhorn Vich S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CHF 22.000,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 109.897.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132703/11.

(100151045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

MDCP VI Barometer II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,47.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.480.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés en date du 24 septembre 2010

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 septembre 2010 que les Associés ont décidé de nommer en tant que gérant de classe A avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Matthew W. RAINO, né le 14 avril 1978 à Indianapolis, Indiana (États-Unis d'Amérique) ayant son adresse professionnelle au Three First National Plaza, Suite 4600, Chicago, IL 60602 (États-Unis d'Amérique)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010132704/14.

(100151490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

MDCP VI Barometer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.502,89.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.481.

Extrait des Résolutions prises par l'Associé Unique en date du 23 septembre 2010

Il résulte des Résolutions prises en date du 23 septembre 2010 que l'Associé Unique a décidé de nommer en tant que gérant de classe A avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Matthew W. RAINO, né le 14 avril 1978 à Indianapolis, Indiana (États-Unis d'Amérique) ayant son adresse professionnelle au Three First National Plaza, Suite 4600, Chicago, IL 60602 (États-Unis d'Amérique)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010132705/14.

(100151491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Medias Invest Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 97.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MEDIAS INVEST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2010132706/10.

(100151228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

ESO Tempo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 124.191.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant:

Monsieur Richard BUTLER, Gérant de classe A, dont l'adresse professionnelle est désormais située au 34 St James's Street, 4th Floor, London SW1A 1HD.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil de Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2010.

Pour ESO TEMPO S.à r.l.

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010132587/17.

(100151218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Enesco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 155.312.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 59840 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010132575/10.

(100151445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

EuroYield Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 144.214.

In the year two thousand and ten, on the twenty-eight of September;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

TMW Pramerica Property Investment GmbH, a limited liability company, duly incorporated and existing under the laws of Germany, with registered office at Wittelsbacherplatz 1, in 80333 Munich, Germany, registered with the local court of Munich under number HRB 149356 (hereinafter the "Sole Shareholder").

acting on its own behalf and for the account of Euro Yield, a German Specialfund,

here represented by Mr. Andrea MARIANI, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Munich, on 16th September 2010.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of EuroYield Holding I S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 144214, incorporated pursuant to a deed of the notary Henri HELLINCKX, residing in Luxembourg, on December 23, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 313 of the 12th of February 2009.

The appearing party, representing the whole corporate capital considers the following agenda:

Agenda

1. Redemption of the entire Class of J shares represented by fifty (50) Class J shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each for an amount of one million seven hundred thousand Euro (EUR 1,700,000.-). A portion of nine hundred thousand Euro (EUR 900,000.-) will be repaid immediately to the Sole Shareholder after becoming this resolutions effective.

The remainders will be capitalized as liability and repaid in several portions;

2. Increase of the share capital of the Company by way of issuance of fifty (50) new Class A shares through the incorporation of one thousand two hundred fifty Euro (EUR 1,250.-) of the Company's share premium account;

3. Subsequent amendment of the first paragraph of article 6 (share capital - shares) of the articles of association, which shall now read as follows:

“ **Art. 6.** The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by (i) one hundred (100) Class A shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (ii) fifty (50) Class B shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (iii) fifty (50) Class C shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (iv) fifty (50) Class D shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (v) fifty (50) Class E shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (vi) fifty (50) Class F shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (vii) fifty (50) Class G shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (viii) fifty (50) Class H shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each and (ix) fifty (50) Class I shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.”

4. Miscellaneous.

Then the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to redeem the entire Class of J shares represented by fifty (50) Class J shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, for an amount of one million seven hundred thousand Euro (EUR 1,700,000.-). A portion of nine hundred thousand Euro (EUR 900,000.-) will be repaid immediately to the Sole Shareholder after becoming this resolutions effective.

The remainders will be capitalized as liability and repaid in several portions.

The Sole Shareholder further resolves to authorize Mr. Andrea MARIANI, acting individually, to make the appropriate amendment in the shareholder's register of the Company in order to reflect the abovementioned redemption and cancellation of the entire Class J shares.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by way of issuance of fifty (50) new Class A shares through the incorporation of one thousand two hundred fifty Euro (EUR 1,250.-) of the Company's share premium account.

The Sole Shareholder further resolves to authorize Mr. Andrea MARIANI, acting individually, to make the appropriate amendment in the shareholder's register of the Company in order to reflect the abovementioned amendment.

Third resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder resolves to subsequently amend the first paragraph of article 6 (Share capital - shares) of the Company's articles of association, so as to read as follows:

“ **Art. 6.** The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by (i) one hundred (100) Class A shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (ii) fifty (50) Class B shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (iii) fifty (50) Class C shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (iv) fifty (50) Class D shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (v) fifty (50) Class E shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (vi) fifty (50) Class F shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (vii) fifty (50) Class G shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, (viii) fifty (50) Class H shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each and (ix) fifty (50) Class I shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.”

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about one thousand six hundred Euro (EUR 1,600.-).

Enclosed to above resolutions is an approved interim financial statement, consisting of a balance sheet and profit and loss account, dated 27th September 2010.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, acting as said before, known to the notary, by surname, Christian name, civil status and residence, the said proxyholder has signed together with Us, notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendzehn, den achtundzwanzigsten September;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCIENEN:

TMW Pramerica Property Investment GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet in und geführt nach den Gesetzen der Bundesrepublik Deutschland mit Sitz am Wittelsbacherplatz 1, in 80333 München, Deutschland, eingetragen im Handelsregister München mit der Nummer HRB 149356 (nachfolgend bezeichnet als "der Gesellschafter").

handelnd im eigenen Namen und auf Rechnung des deutschen Sonderfonds Euro Yield,

hier vertreten durch Herrn Andrea MARIANI, maître en droit, wohnhaft in Luxemburg, handelnd aufgrund einer Vollmacht gegeben in München, am 16. September 2010.

Die erwähnte Vollmacht, welche vom Bevollmächtigten der anwesenden Partei mit dem Zusatz „ne varietur“ unterzeichnet wurde und dem Notar wird diesem Beschluss als Anlage beigefügt und zusammen mit der Urkunde beim Handelsregister eingereicht.

Die anwesende Partei ist der Gesellschafter der EuroYield Holding I S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 144214, gegründet durch Urkunde des Notars Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, am 23. Dezember 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 313, vom 12. Februar 2009.

Die Agenda der anwesenden Partei, welche das gesamte Kapital der Gesellschaft repräsentiert, beinhaltet folgende Punkte:

Agenda

1. Auflösung der gesamten Anteilsklasse J, bestehend aus fünfzig (50) Anteilen der Klasse J mit einem Nennbetrag von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) zu einem Gesamtwert in Höhe von einer millionen siebenhunderttausend Euro (EUR 1.700.000,-). Nach Inkrafttreten dieser Beschlüsse wird anschließend ein Betrag von neunhunderttausend Euro (EUR 900.000,-) an den alleinigen Gesellschafter ausgezahlt.

Der Rest wird als Verbindlichkeit passiviert und über weiter folgende Tranchen beglichen.

2. Erhöhung des Gesellschaftskapitals im Zuge einer Neuausgabe von fünfzig (50) neuen Anteilen der Klasse A durch die Verwendung von eintausend zweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250,-) aus der Kapitalrücklage des Unternehmens.

3. Im Anschluss die Änderung des ersten Absatzes von Punkt Nr. 6 (Gesellschaftskapital - Anteile) der Satzung, welcher nun wie folgt lauten soll:

“ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), und ist aufgeteilt in (i) einhundert (100) Anteile der Klasse A mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (ii) fünfzig (50) Anteile der Klasse B mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (iii) fünfzig (50) Anteile der Klasse C mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (iv) fünfzig (50) Anteile der Klasse D mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (v) fünfzig (50) Anteile der Klasse E mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (vi) fünfzig (50) Anteile der Klasse F mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (vii) fünfzig (50) Anteile der Klasse G mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (viii) fünfzig (50) Anteile der Klasse H mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) und (ix) fünfzig (50) Anteile der Klasse I mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).”

4. Sonstiges.

Der Gesellschafter beschließt nun wie folgt:

Erster Beschluss

Der Gesellschafter beschließt die Auflösung der gesamten Anteilsklasse J, bestehend aus fünfzig (50) Anteilen der Klasse J mit einem Nennbetrag von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) zu einem Gesamtwert in Höhe von einer Million siebenhunderttausend Euro (EUR 1.700.000,-). Nach Inkrafttreten dieser Beschlüsse wird anschließend ein Betrag von neunhunderttausend Euro (EUR 900.000,-) an den alleinigen Gesellschafter ausgezahlt.

Der Rest wird als Verbindlichkeit passiviert und über weiter folgende Tranchen beglichen.

Des weiteren beschließt der Gesellschafter, dass Herr Andrea MARIANI, vorgenannt, bevollmächtigt ist, alleinig die notwendigen Ergänzungen im Handelsregister der Gesellschaft vorzunehmen um die oben dargestellte Anteilsrückgabe und Auflösung der Anteilsklasse J bekannt zu geben.

Zweiter Beschluss

Der Gesellschafter beschließt die Erhöhung des Gesellschaftskapitals im Zuge einer Neuausgabe von fünfzig (50) neuen Anteilen der Klasse A durch die Verwendung von eintausend zweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250,-) aus der Kapitalrücklage des Unternehmens.

Des weiteren beschließt der Gesellschafter, dass Herr Andrea MARIANI, vorgenannt, bevollmächtigt ist, alleinig die notwendigen Ergänzungen im Handelsregister der Gesellschaft vorzunehmen um die oben dargestellte Anteilsrückgabe und Auflösung der Anteilsklasse J bekannt zu geben.

Dritter Beschluss

Als Folge obiger Beschlüsse, beschließt der Gesellschafter im Anschluss die Abänderung des ersten Absatzes von Artikel 6 (Gesellschaftskapital - Anteile) der Satzung, welcher nun wie folgt lauten soll:

“ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), und ist aufgeteilt in (i) einhundert (100) Anteile der Klasse A mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (ii) fünfzig (50) Anteile der Klasse B mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (iii) fünfzig (50) Anteile der Klasse C mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (iv) fünfzig (50) Anteile der Klasse D mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (v) fünfzig (50) Anteile der Klasse E mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (vi) fünfzig (50) Anteile der Klasse F mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (vii) fünfzig (50) Anteile der Klasse G mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), (viii) fünfzig (50) Anteile der Klasse H mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) und (ix) fünfzig (50) Anteile der Klasse I mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).”

Abschätzung der Kosten

Alle Gebühren, in welcher Form auch immer, welche durch die Gesellschaft verursacht oder welche in Verbindung mit obigen Beschlüssen an die Gesellschaft verrechnet werden, werden auf tausendsechshundert Euro (EUR 1.600,-) geschätzt.

Zur Ergänzung obiger Beschlüsse liegt ein von der Geschäftsführung bestätigter Zwischenabschluss, bestehend aus einer Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung, mit Stichtag 27. September 2010 bei.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar versteht und spricht Englisch und erklärt, dass auf Wunsch der erschienenen Partei gegenwärtige Urkunde in Englisch verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung, auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die englische Fassung massgebend.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, namens handelnd wie hiavor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat der besagte Bevollmächtigte zusammen mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: A. MARIANI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 septembre 2010. LAC/2010/42675. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Référence de publication: 2010132577/172.

(100151167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

EuroYield Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 144.214.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 6. Oktober 2010.

Für gleichlautende Abschrift

Für die Gesellschaft

Maître Carlo WERSANDT

Notar

Référence de publication: 2010132578/14.

(100151234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Nycomed S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 122.509.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2010132712/10.
(100151635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Delta Investment AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 97.379.

Der Sitz der
DELTA INVESTMENT AG
Handelsregister Luxembourg B 97379
wurde am 15. März 2010 verlegt von
26, rue Michel Rodange
L-2430 Luxembourg
nach
1, rue des Glacis
L-1628 Luxembourg
Luxembourg im Juni 2010.
Für die Richtigkeit
Unterschrift

Référence de publication: 2010132901/19.
(100150744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2010.

Silver Sea Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 155.153.

EXTRAIT

Il résulte des minutes de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 10 septembre 2010 que le siège social de la Société est transféré au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 13 septembre 2010.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 octobre 2010.
Un mandataire
Référence de publication: 2010132759/13.
(100151694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Gagfah S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 109.526.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 octobre 2010.
Référence de publication: 2010132617/10.
(100151467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Oramak S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 143.560.

—
Rectificatif à l'avis déposé en date du 05 Octobre 2010 sous le No L100150600

La société EASTNORD TRADING LTD dont le siège social est situé à Goudiou Street, No.5, 1095 Nicosia, Chypre a vendu, en date du 09 Juillet 2010 en vertu d'un contrat de vente de parts sociales:

- 12,500 parts sociales de la Société (ce qui représente la totalité des parts sociales émises par la société) à Monsieur Pierre METZLER, né à Luxembourg le 28 Décembre 1969, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse;

Soit au total : 12,500 parts sociales

A la suite des cessions décrites ci-dessus:

- Monsieur Pierre METZLER, né à Luxembourg le 28 Décembre 1969, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse détient 12,500 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 Octobre 2010.

Référence de publication: 2010132723/19.

(100151539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.

Egham Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 98.036.

—
EXTRAIT

Il résulte du Conseil d'administration qui s'est tenu le 30 septembre 2010 à 10:30 heures au siège social de la société que:

- la démission avant terme de Madame Beatriz Garcia de son mandat d'administrateur de la société a été acceptée;

- PATRIMONIUM CONSULTANTS S.à r.l., RCS B 125.844, demeurant au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, est nommé administrateur de catégorie A par cooptation, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, jusqu'à sa ratification par l'assemblée générale des actionnaires lors de la prochaine réunion, avec expiration du mandat en 2016.

- Mme Béatrice Niedercorn et Mme Colette Wohl sont administrateurs de catégorie B, avec expiration du mandat en 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010132911/19.

(100150858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2010.

Westvillage S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 49.520.

—
EXTRAIT

Les administrateurs Madame Gabriele Schneider, Mademoiselle Sandra Bortolus et Monsieur Pierre Schmit, et le commissaire aux comptes Monsieur Lou Huby ont démissionné avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 septembre 2010.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2010132835/14.

(100151066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2010.
